

ZIBA KAZEMI Le dernier voyage | INDIENS DES ANDES À l'assaut du pouvoir

RECTO

N° 304 SEP | OCT 2003

VERSO



**QUÉBEC
PLONGE**

L'économie sociale dans le rouge
Les garderies dans le noir

Les professionnelles et professionnels
du gouvernement du Québec

*Une précieuse expertise
au service de la population*

- Fonction publique
- Sociétés d'État
- Réseau de l'éducation
- Réseau de la santé

**Les membres du SPGQ
sont fiers de contribuer
au développement
du Québec**

Le SPGQ est le plus
grand syndicat de
professionnelles et
professionnels
du Québec.
Il compte au-delà
de 18 000 membres.

SPGQ

Syndicat de professionnelles et professionnels
du gouvernement du Québec

4 **Tribune**

5 **Éditorial**

6 **Tout court**

20 **Voir le monde pour changer** | La coopération internationale fait appel au sens de la solidarité de la jeunesse. PAR MÉLANIE NAVARRO

41 **Mots de société**

17 **L'économie sociale en mouvement**
L'entrepreneuriat collectif pour les gens d'ici, par les gens d'ici!

CI-CONTRE Janvier 2002
Dans le camp de réfugiés afghans de Torbat-e Jâm, en Iran, des enfants apprennent l'anglais. Photo Ziba Kazemi, Polaris, Magma



En couverture
Photo Benoit Aquin pour Recto Verso

Mathilde, 4 ans, au CPE Idéfixe dans le Centre-Sud de Montréal. Des générations de parents ont milité, depuis 25 ans, pour cette garderie en milieu populaire.



8 Ziba Kazemi

Z | La photo-journaliste Ziba Kazemi parcourait le monde à la recherche de la vérité sur les réfugiés, la guerre, le sort des femmes musulmanes. Son assassinat déshonore l'Iran. PAR MARIE MENDÈS ET RICHARD AMIOT

36 Les Indiens des Andes

À l'assaut du pouvoir | En Équateur, en Bolivie et au Pérou, les organisations indigènes utilisent les urnes et la rue pour conquérir le pouvoir dans leur pays. UN REPORTAGE D'ANDRÉ SELEANU, ENVOYÉ SPÉCIAL

Dossier QUÉBEC PLONGE

26 L'économie sociale dans le rouge

L'incertitude et l'inquiétude planent sur l'avenir des entreprises d'économie sociale. Un mauvais climat pour les affaires.

PAR RICHARD AMIOT

32 Les garderies dans le noir

Les CPE sont mis à mal par le gouvernement libéral qui a une autre priorité : le privé. PAR MARIE MENDÈS

QUESTIONS DE CHOIX

Merci pour votre revue. Je trouve plusieurs occasions de la faire connaître à d'autres personnes qui n'ont pas le temps d'aller la chercher. Dans le dossier sur l'agriculture et l'agrotourisme, il y a un problème fondamental comme le dit si bien M. (Jacques) Proulx – c'est le choix des consommateurs : Où est la conscience d'un monde plus sain? Où est la capacité de faire des choix de solidarité? – Où est le courage pour des choix responsables? Les gens continuent d'acheter ce qui vient des États-Unis, ou du Sud – conscience sociale oblige. Pourquoi *Recto Verso* ne pousse pas plus loin le dossier en posant les questions à la fin des articles? [...]

C'est facile de parler des réalités d'ailleurs, mais si on veut un monde plus juste, plus humain, si on croit qu'un autre monde est possible il va falloir faire les efforts pour le réaliser dans nos milieux. Vous avez des défis à relever et une transparence à exercer.

— D. CARON
Montréal

QUEBECOR FRANÇAIS

Les abonnés aux services numériques de Vidéotron et de Cogeco ont accès depuis plus d'un an à quatre chaînes de télévision européennes de langue française (Euro-News, Paris Première, Planète et RFO). Alors que moi, avec ma télévision analogique, mon service de base (bonifié par Télémax Plus) détenu auprès de Vidéotron ltée, je n'ai pas encore accès à TFO (Télé-Ontario), cette chaîne de langue française de l'Ontario qui offre l'une des plus belles programmations de films de langue française qui soit, dont plusieurs jamais vus depuis que je suis en âge de voir des films à la télé.

J'ai accès aux chaînes de langue anglaise suivantes (dont plusieurs états-uniennes): ABC, CBC, CBS, CNN, FOX, GBL, NBC, TSN, YTV, Discovery, Learning, NewsWorld, SportsNet et, deux fois plutôt qu'une, CTV (Com.), CTV (Mont.), PBS (Burl.), PBS (Plat.) – y'a de quoi virer Anglais! –, mais non pas à la chaîne de langue française de nos voisins ontariens. Comprenez qui pourra!

M. Pierre Karl Péladeau, en plus de devoir accentuer le mot «Quebecor», devrait faire des pieds et des mains pour nous donner l'accès (de base) à TFO. J'échangerais volontiers toutes les chaînes de langue anglaise – à part peut-être PBS – contre TFO. Dans le lot, ma foi, je serais même prêt à y ajouter TQS et TVA (oh pardon! M. Péladeau).

— SYLVIO LE BLANC
Montréal

DE VIVE VOIX

J'ai lu avec un grand intérêt votre numéro de juillet-août. Je n'ai qu'un commentaire en ce qui concerne le personnage de Churchill. En page 12, on peut lire: «On entend la voix de gnome de Churchill, nasillard et terrible, annonçant aux Londonniens la revanche attendue contre les Allemands.»

Je ne suis pas d'accord avec ce commentaire négatif à l'égard de ce grand homme. [...] Churchill n'a fait que se défendre contre un terrifiant agresseur et le «gnome à la voix nasillard», c'était plutôt Hitler. Continuez votre travail positif et humaniste.

— ROBERT DESRUISSEAUX
Limoilou

NDLR : La tribune de *Recto Verso* est ouverte à toutes les personnes et organisations. Seules les lettres signées, avec adresse et numéro de téléphone seront publiées. *Recto Verso* se réserve le droit de les abréger.

**RECTO
VERSO**

1215, rue Visitation, bureau 101
Montréal (Québec) H2L 3B5
Télécopieur : 514-523-5812
Courriel : rectoverso@videotron.ca

Magazine indépendant d'information générale, *Recto Verso* examine les réalités socio-politiques, économiques et culturelles d'ici et d'ailleurs. Publié depuis 1951, le périodique s'inspire depuis toujours des idées émancipatrices dans la perspective d'un plus grand pouvoir des citoyens – sur leurs conditions de vie et de travail. Les articles publiés dans *Recto Verso* n'engagent que leur-s auteurs-es.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Richard Amiot, Pierre Bisailon, Françoise Guay, Carine Guidicelli, Isabelle Gusse, Henry-George Madelaine, Nathalie St-Pierre.

POUR NOUS JOINDRE 514-523-5998

DIRECTION

COORDINATION GÉNÉRALE ET ADMINISTRATION
Anne-Marie Brunelle – POSTE 26
ambrunelle.rectoverso@vl.videotron.ca

ABONNEMENTS ET DISTRIBUTION

COORDONNATRICE AU DÉVELOPPEMENT ET À LA VIE ASSOCIATIVE
Nathalie Langlois – POSTE 21
nlanglois.rectoverso@biz.videotron.ca

RÉDACTION

RÉDACTEUR EN CHEF

Richard Amiot – POSTE 23
redaction.rectoverso@vl.videotron.ca

RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT ET DIRECTEUR PHOTO

Patrick Alleyn – POSTE 25
alleyn@cam.org

ADJOINTE À LA RÉDACTION

Mélanie Navarro – POSTE 22
mnavarro.rectoverso@biz.videotron.ca

STAGIAIRE Marie Mendès

PUBLICITÉ

DIRECTRICE DES VENTES

Edith Tessier – POSTE 24
etessier.rectoverso@vl.videotron.ca

ADJOINTE À LA DIRECTION DES VENTES

Maya Chartier – POSTE 27
mchartier.rectoverso@biz.videotron.ca

PRODUCTION

DIRECTEUR ARTISTIQUE François Leclerc
DIRECTEUR DE LA PRODUCTION Alain Théroix

IMPRESSION Quebecor World
DISTRIBUTION Distributions Faucons
FRÉQUENCE DE PARUTION 6 numéros par an



La distribution de *Recto Verso* est certifiée par le Canadian Circulation Audit Board (CCAB).

Recto Verso est distribué dans plus de 1100 points de dépôt et par abonnements, à travers le Québec et dans la francophonie hors Québec.

Recto Verso bénéficie de fonds pour le développement de l'économie sociale du gouvernement du Québec. Nous reconnaissons l'aide financière accordée par le gouvernement du Canada pour nos coûts rédactionnels par l'entremise du Fonds du Canada pour les magazines. Le Centre St-Pierre, par le Secteur Promotion Communautaire, contribue au développement du magazine *Recto Verso*. Ses articles sont indexés dans le répertoire analytique de presse *Repère*.

Canada Québec

Dépôt Légal à Ottawa et à la Bibliothèque nationale du Québec – ISSN 1484-6586
Envoi de publication – enregistrement n° 1325639
Parution n° 304 – septembre 2003

SOUTENEZ RECTO VERSO ! ABONNEZ-VOUS !

- Groupe/Institution 25\$
 Individu 20\$
 Étudiant 15\$

À l'étranger

- Individu 30\$
 Institution 40\$

NOM

ADRESSE

CODE POSTAL

TÉLÉPHONE

COURRIEL

Paiement inclus

Faire parvenir votre chèque ou mandat poste à Revue Vie Ouvrière inc.
1215, rue Visitation, bureau 101, Montréal (Québec) H2L 3B5

**RECTO
VERSO**

RISQUE DE CONTAMINATION

EN NOVEMBRE 1998, RECTO VERSO PUBLIAIT UN DOSSIER sur l'économie sociale intitulé «Ces entreprises qui veulent changer le monde». Forts de l'enthousiasme soulevé par la naissance de dizaines d'entreprises collectives, nous leur pritions alors un mandat, voire une mission, irréalisable. Le fait est qu'elles ne changent pas ce monde.

Les pauvres sont toujours pauvres. On continue de verser des larmes de crocodile, comme le fait actuellement la Première Dame du Québec, Michèle Dionne, qui dinge Les Mairaines, un groupe de bénévoles des œuvres du Cardinal Léger. La campagne «Nourrir un enfant» vise à amasser 160 000 \$ pour les pauvres enfants qui arrivent à l'école le ventre vide. Rendez-vous à la prochaine Guignolée, question de se redire que c'est donc effrayant de n'avoir que le minimum du minimum dans le temps des Fêtes. Parlez-en au Collectif pour un Québec sans pauvreté. Les déchets continuent de s'accumuler dans les dépotoirs. Les jeunes s'exilent. Les logements manquent. Les médias indépendants sumagent.

Et pourtant...

Un matelas de moins au dépotoir; une coopérative de jeunes artistes dans le Bas-Saint-Laurent; un nouveau journal communautaire au Saguenay : il faut discuter avec les hommes et les femmes qui ont choisi l'économie sociale pour constater qu'ils changent un peu ce monde. Pas à la vitesse qu'on voudrait, bien sûr. Mais écoutons-les. Avec leur enthousiasme, leur inventivité et leur soif de justice sociale, ils nous changent un peu tous les jours, ceux pour qui la seule recherche de profits n'a aucun sens.

Au delà des études et des discours des universitaires et des penseurs, ils essaient quotidiennement de faire rimer démocratie et rentabilité. Souvent, ils ont tout à inventer. Parfois, ils se trompent. Peu importe. Nous sommes déjà riches de ces tentatives, de cette formidable volonté d'innovation solidaire.

En 1998, l'ancien président de la Banque Nationale, André Bérard, expliquait à *Recto Verso* : «Inquiétez-vous pas, ça ne contaminera rien! Les entreprises d'économie sociale vont développer une mentalité de PME, sinon elles vont échouer.»

Non. L'économie sociale, toute entrepreneuriale qu'elle soit, va échouer SI elle doit appliquer aveuglément les dogmes de l'économie capitaliste. SI, pour entrer dans les petites cases des analystes financiers et des prêteurs, elle doit négocier ses objectifs sociaux à la baisse. SI elle oublie la gestion démocratique, parce que c'est long et que le temps, c'est de l'argent. À ce moment, elle se plantera royalement. Et nous avec.

La facture

L'incertitude dans laquelle nous plonge le gouvernement Charest n'affectera pas seulement l'économie sociale. «Faire avec moins», tel est le mot d'ordre actuellement. Moins d'État, moins de subventions, moins d'argent pour les plus démunis... pour que finalement la partie la plus privilégiée de la population paie moins d'impôts.

Mais soyons assurés que ces décisions vont se traduire au bout du compte par une série de «plus» : plus importante, la facture d'Hy-

Les entreprises d'économie sociale échoueront en devenant des PME comme les autres.

dro (que dira la Régie de l'énergie?); plus élevés, les frais de scolarité (suivez la commission parlementaire sur le financement des universités); plus cher, la garderie (quel que soit, des trois, le scénario retenu), etc. À quand une addition totale de la facture?

Une note

Des lecteurs nous ont gentiment souligné que nous abordions souvent des sujets similaires dans nos éditoriaux des dernières années. La question de la pauvreté revient régulièrement, comme celle du rôle de l'État. Franchement, confinés au silence pendant deux mois, entre nos publications, nous aimerions bien passer à autre chose. Gageons malgré tout que nous y reviendrons encore. Nous sommes patients.

20 000 ACTIONS
SOLIDAIRES
POUR RECTO VERSO

Pour information | Téléphone 514-523-5998 | Télécopieur 514-523-5812
Courriel rectoverso@videotron.ca | Site Internet www.rectoverso.info

○ Je deviens membre de la Société
des actionnaires solidaires de Recto Verso
Nombre d'actions _____ x 10 \$ = _____ \$

Nom _____

Adresse _____

Ville _____

Province _____ Code postal _____

Téléphone _____

Courriel _____

Retourner ce coupon et votre contribution à l'adresse suivante :
Recto Verso, 1215, de la Visitation, bureau 101, Montréal (Québec) H2L 3B5

C'est la terre
que je
partage...



avec le monde...

Hébergement • Salles de réunion • Café bistrot



HOSTELLING
INTERNATIONAL

www.cisq.org

Auberge Internationale
de Québec
(Centre international
de séjour de Québec)
19, St-Ursule
Québec (Québec)
G1R 4E1
Tél.: (418)694-0755
Fax.: (418)694-2278

Mois de la photo NOS COLLABORATEURS EXPOSENT

Le Mois de la photo à Montréal, édition 2003, présente, jusqu'au 12 octobre, le diaporama *Ordre public/désordre mondial* de Benoit Aquin et Patrick Alleyn, sur la contestation altermondialiste au Canada et au Québec.

L'œuvre montre sur grand écran 70 images du photographe Benoit Aquin, prises entre 2000 et 2003 durant les manifestations de Windsor (assemblée de l'Organisation des États américains), de Québec (Sommet des Amériques) et de Montréal (G20 et «Mini-ministérielle» de l'OMC). La plupart de ces reportages avaient été commandés par *Recto Verso*.

Patrick Alleyn, directeur photo du magazine, a conçu la trame sonore à partir d'enregistrements de l'enquête sur remise en liberté de Jaggi Bikrangit Singh, après son arrestation au Sommet de Québec, le 20 avril 2001. Le juge Yvon Mercier y avait ordonné l'emprisonnement du célèbre activiste montréalais dans l'attente de son procès (qui n'a pas eu lieu encore). Un autre juge avait libéré M. Singh 18 jours plus tard.

Le commissaire invité par le Mois de la photo, Vincent Lavoie, a demandé à Aquin et Alleyn une création à partir d'images d'actua-

UNE APPROCHE
HUMAINE

Parce que vous voulez ce qu'il y a de mieux



- 28 coopératives
- 98 points de service
- 130 000 membres
- Un mouvement entièrement québécois

FÉDÉRATION
DES COOPÉRATIVES
FUNÉRAIRES
DU QUÉBEC

Pour information:
(819) 566-6303

lité, pour alimenter la réflexion sur le thème du Mois de la photo de cette année : *Maintenant. Images du temps présent*. L'édition 2003 de cette biennale photographique propose 24 expositions dressant un « état des lieux de la photographie d'événement. »

Dans la programmation, Vincent Lavoie écrit sur *Ordre public/désordre mondial* : « Les conflits présentés dans ce diaporama sont propices à la production d'images chocs arborant les attributs formels de l'action directe : flou, bougé, compression temporelle, proximité extrême [...] Ce diaporama est aussi une méditation poétique sur la guerre des idées. »

Recto Verso et le Centre St-Pierre de Montréal ont soutenu la production de l'œuvre.

Maison de la culture Côte-des-Neiges
5290, chemin de la Côte-des-Neiges
Montréal (Québec)

Téléphone : 514 872-6889
Jusqu'au 12 octobre 2003



Un couple de manifestants durant la réunion « mini-ministérielle » de l'Organisation mondiale du commerce, tenue à Montréal, en juillet 2003. L'image fait partie du diaporama de Benoît Aquin et Patrick Alleyn, présenté durant le Mois de la photo à Montréal.

PHOTO BENOÎT AQUIN POUR RECTO VERSO

LA SOLIDARITÉ AU QUOTIDIEN

- **FORMATION**
À LA CONSOMMATION RESPONSABLE
(conférences, ateliers, expositions)
- **PRODUITS ÉQUITABLES**
(thé, café, chocolat, chocolat chaud ...)
- **CAMPAGNES DE FINANCEMENT**
(groupes scolaires et communautaires)

Vous pouvez contribuer à sortir des millions de personnes de la pauvreté. **Joignez-vous** à la campagne mondiale d'Oxfam sur le commerce à

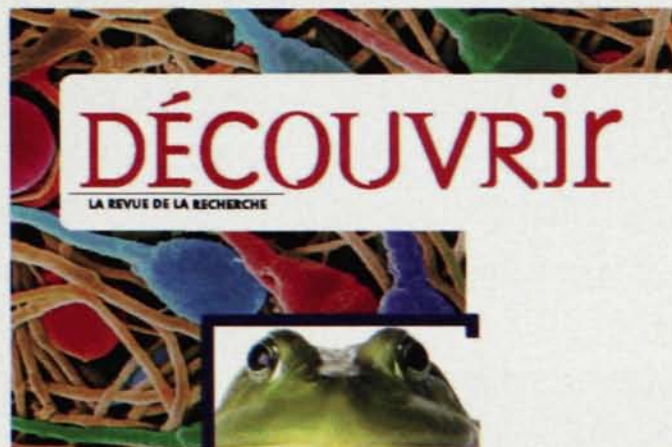
www.pouruncommerceequitable.com

POUR UN COMMERCE ÉQUITABLE

RENSEIGNEMENTS :
MARIE FOURNIER
1-877-925-6001 (SANS FRAIS)

Oxfam Québec

www.oxfam.qc.ca



Microcybe dans une coupe de bledyng (cette image pour l'annuaire (opinionnaire)).

La
recherche d'ici
Son rôle dans
votre quotidien

www.acfas.ca/decouvrir
Disponible dans
les principaux points de vente

Cinq numéros par an + le *Bottin de la recherche*
Abonnements : étudiant 27\$, régulier 48\$
(514) 849-0045; decouvrir@acfas.ca

Z

La photo-journaliste Zahra Kazemi parcourait le monde à la recherche de la vérité sur les réfugiés, la guerre, le sort des femmes musulmanes. Son assassinat déshonore l'Iran.

PAR MARIE MENDÈS ET RICHARD AMIOT | PHOTO ZIBA KAZEMI

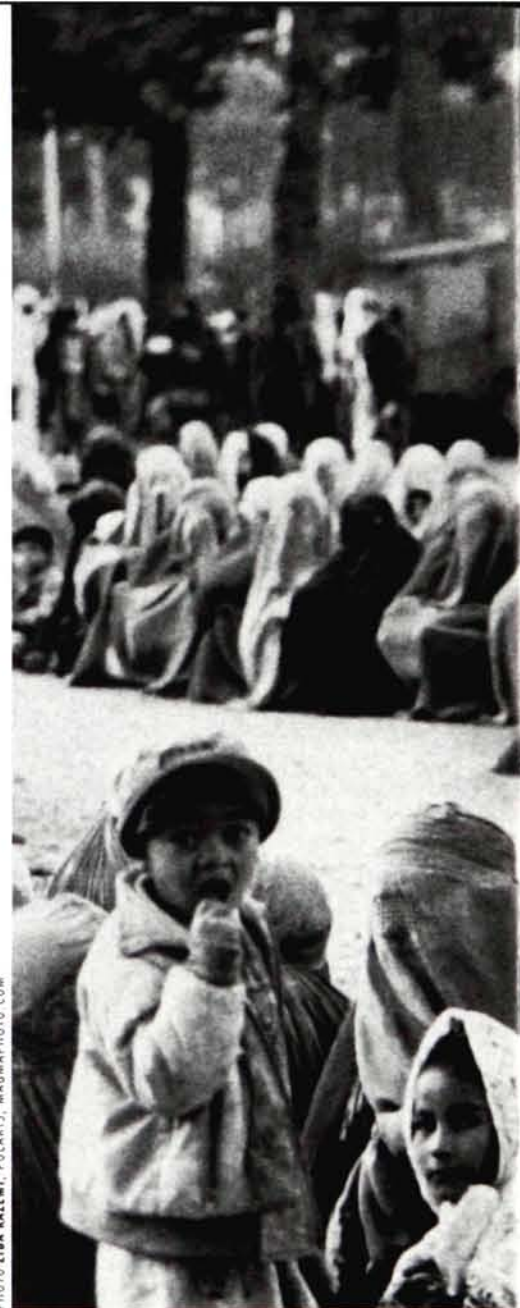


PHOTO ZIBA KAZEMI, POLARIS, MAGMAPHOTO.COM



PHOTO VÉRONIQUE JOUBERT

— **J'écris Ziba ou Zahra ?**
— **Z. Écrivez seulement Z. Kazemi.**
POUR ÉVITER les questions de douaniers suspicieux, la demande de visa pour l'Irak a donc été établie au nom de Z. Kazemi (alias Ziba Kai, Ziba Kazemi, Zahra Kazemi), reporter-photographe collaborant au magazine *Recto Verso*. Ziba devait parfois ruser avec des gouvernements défiant pour traverser les frontières.

« Enfin, je m'en vais en Irak, par chance et concours de circonstance, loin du spectacle de la guerre », écrit Ziba, dans son français impatient et un peu brouillon, le 16 avril 2003. Bagdad était tombée le 9 aux

Ziba Kazemi en France en 1992.

mains des forces américaines. Le conflit irakien a fait 500 000 victimes civiles depuis 1991 (1^{re} Guerre du Golfe). Ziba avait entrepris son travail photographique en Irak en septembre 2000 et projetait publier un album photo sur le conflit. Les camps de réfugiés, les victimes civiles des guerres et la situation des femmes dans les pays musulmans étaient ses sujets de prédilection.

Une amie française, Véronique Joubert, se souvient : dans un carte postale, « elle me racontait une randonnée dans une région montagneuse d'Irak qu'elle décrit comme magnifique, où, sans tchador et en tenue sportive occidentale, elle risquait sa vie. »

Ziba a quitté l'Irak pour la France en 1974. Elle étudie la sociologie à Paris puis

obtient des diplômes en cinéma et en Arts et Lettres. Elle a à son actif une vingtaine de scénarios et a participé à la réalisation d'autant de films. En 1990, Ziba avait une librairie en banlieue parisienne. Luis, un ami, se souvient de son amour pour la poésie. Pour connaître Ziba, nous dit Véronique Joubert, on doit lire son poète préféré, l'Iranien Sohrab Sepehri : « Il faut fermer les livres.

Il faut se dresser

Et marcher sur le prolongement de l'Heure.

Il faut contempler les fleurs,

Prêter l'oreille au silence du mystère,

Courir jusqu'au fin fond de l'Être. »

(« Et le noir et le blanc », tiré du recueil *Les pas de l'eau*, traduit du persan par Daryush Shayegan, La Différence, 1991.)

En 1993, elle immigre au Québec et étudie la photographie au cégep du Vieux-Montréal. Elle publiait dans *Afriquébec*, *Photo Sélection*, *Recto Verso*, la *Gazette des femmes* et collaborait à l'agence Camera Press, de Londres, en Grande-Bretagne.

Le voyage

« J'ai quitté l'Irak et suis à Téhéran », rapportait Ziba, le 26 mai. « Comme toujours, existait une multitude de problèmes et de questions, avec un avenir incertain et douteux. » Mais déjà elle se prépare pour le Turkménistan et l'Ouzbékistan. Ziba ne tient pas en place.

Officiellement, Ziba va réaliser « des reportages sur la vie quotidienne et culturelle ►

DISTRIBUTION ALIMENTAIRE À HÉRAT EN 2002.

« Je parle avec un responsable du World Food Program lorsqu'une femme m'interpelle et demande la carte pour un sac de blé. Elle était absente lors de la distribution. Je traduis ses propos. Il refuse de l'écouter. Elle s'éloigne, la tête penchée. Je lui rends visite. Je retourne voir le responsable et lui explique le cas de la famille Hassin Sans Bras. Mais il refusait toujours de lui apporter l'aide à laquelle elle avait droit! »

ZIBA, FÉVRIER 2003.

au Turkménistan pour le compte du magazine». Le Turkménistan est un de ces pays musulmans d'Asie centrale où des régimes tyranniques ont succédé à la dictature soviétique. Le président turkmène Separmourad Nyazov s'était allié aux talibans d'Afghanistan, avant l'intervention armée des États-Unis. Ziba doit partir pour l'Asie centrale le 23 juin. Après : la Chine, porte d'entrée de la Corée du Nord, l'autre point chaud de la planète où elle veut être à pied d'œuvre en septembre.

Mais, le 11 juin, des étudiants manifestent à Téhéran contre le projet de privatisation des universités. Quatre-vingts sont ar-

leurs proches. Le secret entoure cette arrestation.

Le 7 juillet, on apprend, par une journaliste du *Globe & Mail*, de Toronto, l'incarcération de Ziba. Elle est blessée. Elle a été transportée à l'hôpital militaire de Baghiatollah. Son fils, Stephan Hachemi, a alerté la presse. Les médias canadiens en font une affaire d'État.

Le 8 : Ziba est dans le coma (depuis le 26 juin, apprendra-t-on plus tard). Le 9, elle est probablement morte... Le 10, c'est officiel. En prison, Ziba a été battue à mort. Elle avait 54 ans. Son nom s'ajoute à la liste de vingt et un journalistes tués cette année dans l'exercice de leur fonction.

Les religieux ultra-conservateurs qui contrôlent la justice en Iran ont assassiné Ziba.

rétés. La contestation prend vite de l'ampleur et se tourne de plus en plus contre le conservatisme du régime de l'ayatollah Ozma Khaménéï, Guide suprême de la Révolution. Bientôt, ce sont 4000 manifestants qui sont derrière les barreaux. Le 14, Ziba décide de retarder son départ au 30 juin. Elle le confirme par téléphone le 16 juin à la rédaction de *Recto Verso*. Mais le contact est bref, la ligne est très mauvaise, sa voix inaudible.

Le 23 juin, elle s'inquiète de ses demandes de visa : « Ils nous en font voir de toutes les couleurs! (...) J'ai rédigé une lettre avec toutes les informations demandées. Faxez-la aujourd'hui aux deux ambassades. Merci, Ziba. »

Dernier contact

C'est le dernier contact. Le même jour, elle est interpellée devant la prison d'Evin à Téhéran, pendant qu'elle photographiait les familles protestant contre l'emprisonnement de

Le meurtre de Ziba a provoqué une crise diplomatique entre le Canada et l'Iran et mis en lumière la division entre les éléments conservateurs du régime théocratique d'Iran et le gouvernement élu du président Mohammad Khatami. Les religieux ultra-conservateurs contrôlent la justice en Iran. Ce sont eux qui ont assassiné Ziba. Ce crime déshonore le peuple iranien. □

Pourquoi Z ?

Z est le titre du chef-d'œuvre du cinéaste Costa-Gravras. Le film fut inspiré par l'assassinat du député Grigoris Lambrakis par l'armée grecque, le 21 avril 1963, à Thessalonique. L'enquête judiciaire sur cet événement mena à l'inculpation de hauts gradés, provoquant le « *putsch des colonels* », dans la nuit du 21 avril 1967. La tyrannie a régné en Grèce jusqu'au rétablissement de la démocratie en 1974. Le 28 mai 1963, à Athènes, 500 000 personnes conduisirent la dépouille du Dr Lambrakis en terre, scandant « Zi! Zi! Zi! » (« Il vit », en grec la lettre Z).

LA FORCE DU NOMBRE, UNE FORCE QUI COMPTE



FTQ

Fédération
des travailleurs
et travailleuses
du Québec

LA PLUS GRANDE
CENTRALE
SYNDICALE
QUÉBÉCOISE

**POURQUOI NE PAS
VOUS JOINDRE
À NOUS ?**

La FTQ représente
plus d'un demi-million
de membres, dans tous
les secteurs d'activités,
partout au Québec

(514) 383-8000
www.ftq.qc.ca

L'ENTREPRENEURIAT COLLECTIF POUR LES GENS D'ICI, PAR LES GENS D'ICI !

La diversité et l'importance de la contribution des entreprises collectives au développement social et économique s'illustre de plus en plus au quotidien. Elle évolue au profit du développement durable et de la revitalisation des communautés. Véritable moteur de l'économie locale, elle est au service des travailleurs et plus globalement, elle est au service de tout le monde. Ainsi, l'économie sociale fait vivre nos milieux et nous rend service à toutes les étapes de nos vies.

L'entreprise d'économie sociale est un maillon de la chaîne essentiel au développement de notre tissu social et au désenclavement de nos régions. Elle est soutenue collectivement par les travailleurs dont le souci est de maintenir leurs emplois et à assurer une vraie qualité de vie dans leur communauté.

REFLET DE NOS MILIEUX DE VIE

Ce qui motive l'entrepreneuriat collectif, c'est sa mission sociale. Au service des gens, les milliers d'entreprises qui tissent le réseau de l'économie sociale du Québec ont pour mandat d'offrir un service de qualité au meilleur coût. Des centres de périnatalité, ou récréotouristiques, en passant par les Centres de la petite enfance; aux services de santé, à la culture et aux communications ou à l'insertion sociale, aux services funéraires, pour ne citer que ceux-là; à chaque étape de notre vie, on croise une entreprise d'économie sociale.

L'entrepreneuriat collectif est aussi au service des gens qui travaillent dans l'entreprise elle-même. En effet, l'entreprise collective est un modèle unique par son système de gestion démocratique qui permet aux employés d'être impliqués et d'être responsable à 100% de leur travail.

Le Québec fait d'ailleurs figure de modèle tant ce système y est éprouvé. L'économie sociale et solidaire, qui s'inscrit dans une économie plurielle, existe grâce aux gens d'ici, soucieux de participer de façon tangible à l'amélioration de leur bien-être et souhaitant assumer collectivement leurs responsabilités d'entrepreneurs, tout en cherchant à satisfaire des besoins communs.

L'entrepreneuriat collectif est un modèle économique essentiel dans le développement durable des collectivités. Il participe activement à la prise de conscience de nos sociétés vis-à-vis des grands enjeux sociaux, de la protection de l'environnement à la lutte contre la pauvreté.

L'entrepreneuriat collectif a eu un effet de levier dans de nombreux secteurs économiques. La volonté des entrepreneurs de résoudre des problèmes dans leur communauté et le dynamisme avec lequel ils l'ont fait a conduit à la naissance d'entreprises collectives qui sont



Maison Adriana, Michel Tremblay – Alerte Centre-Sud

devenues des exemples, au Québec comme à l'étranger. Ces pionniers ont bâti dans des niches de marché très spécifiques, par exemple l'environnement.

Aujourd'hui, de plus en plus d'entreprises collectives tournées vers le développement durable voient le jour. Depuis quatre ans, près de 60 ressourceries ont été créées au Québec. Le réseau des Ressourceries s'est donné comme mandat de

**Le ministère du Développement économique et régional,
partenaire des entreprises d'économie sociale**

DES OUTILS ET DES SERVICES À VOTRE PORTÉE

Pour plus d'information, consultez notre site Internet à :

www.mder.gouv.qc.ca/cooperatives

Développement
économique
et régional

Québec



réduire, réutiliser et recycler/composter les matières résiduelles domestiques, industrielles, commerciales et institutionnelles. Une ressourcerie rassemble et établit des partenariats avec les forces vives du milieu tout en favorisant l'intégration sociale, l'adaptation de la main-d'œuvre et la création d'emplois durables. La croissance des activités des membres du réseau des ressourceries a conduit à la création d'un nouveau métier, le valoriste.

centaine de personnes handicapées qui, en raison de leurs limites fonctionnelles, sont considérées comme étant productives mais non compétitives sur le marché régulier du travail. Selon Robert Larue, président-fondateur et directeur général de Certex, c'est le centre de tri qui alimente la mission sociale de l'entreprise. Les installations ont été spécialement adaptées pour permettre aux travailleurs d'effectuer leurs tâches dans les meilleures conditions et leur

turnables dans la revitalisation des communautés, particulièrement pour les collectivités éloignées des grands centres. Ainsi, les habitants de près de 200 villes et villages, témoins et victimes de la situation, ont décidé d'agir collectivement en créant des coopératives pour retrouver des services de proximité. Au-delà des difficultés, la coopération reste synonyme d'optimisme et de solidarité dans ces communautés. Elle démontre qu'il y a parfois des solutions gagnantes qui permettent de maintenir une activité économique locale. Ces coopératives fournissent des services de base dans les secteurs de l'alimentation, de la câblodistribution, récréotouristique, des médias, de la culture, etc. Au Québec, il existe 78 coopératives d'alimentation, regroupant plus de 90 000 membres, qui fournissent un emploi à près de 2 000 personnes. On retrouve des coopératives d'alimentation sous forme de supermarchés, de clubs d'alimentation et de magasins d'aliments naturels. Les supermarchés, de loin la forme la plus répandue, desservent clients et membres. Ces derniers, qui détiennent des parts sociales, obtiennent des ristournes en fonction des achats effectués à leur coopérative.



RAMI - Récupération Marronniers

LA SECONDE VIE DU TEXTILE

La gestion et la valorisation de nos déchets, appelés aussi matières résiduelles, est un enjeu majeur dans les collectivités. Certex, est une des entreprises d'économie sociale québécoises s'attaque au textile usagé. Elle le collecte auprès de 250 organismes communautaires, comptoirs vestimentaires et bonnes œuvres, comme Saint-Vincent-de-Paul ou Armée du salut. Il est ensuite acheminé dans son centre de tri puis envoyé soit vers les pays en voie de développement, soit transformé en chiffons revendus dans six provinces canadiennes. Outre sa mission environnementale, le fondement de Certex c'est sa mission sociale. L'entreprise a obtenu, en 1996, une accréditation à titre de Centre de travail adapté (CTA). Certex emploie en effet une

procurer un vrai travail. Ces emplois ont des répercussions énormes dans la vie des personnes handicapées. Ils leur redonnent une fierté, ce qui contribue à améliorer leur état de santé et soulage les aidants qui les entoure. Le poids de la démarche des entreprises accréditées CTA est inestimable : l'accent est mis sur la rentabilité sociale.

UN INCONTOURNABLE DANS LA REVITALISATION DES COMMUNAUTÉS

Au delà de l'amélioration de notre entourage naturel, les entreprises collectives sont incon-

Ce secteur a connu des moments difficile au cours des dernières décennies. En 1982, la disparition de la Fédération des magasins Coop a créé une onde de choc et les dix années suivantes ont été marquées par la fermeture d'une soixantaine de coopératives alimentaires qui ont cédé leur place à des commerces indépendants. En 1993, les acteurs des communautés touchées se sont réunis pour donner naissance à la Fédération des Coopératives d'Alimentation du Québec. Agissant depuis à titre de conseillère, la Fédération donne un souffle nouveau à ce secteur coopératif. Grâce à son aide et à celle des Centres locaux de développement, du Conseil de la coopération du Québec et des Coopératives de développement régional, non seulement ces entreprises collectives survivent mais se développent. Depuis quelques années, le réseau des coopératives d'alimentation affiche avec fierté les signes d'un dynamisme renouvelé. En effet, en l'an 2000, 72% des coopératives ont augmenté leurs ventes de façon significative, atteignant ainsi un chiffre d'affaires global de plus de 333 M \$.



Mathieu Therrien

QUAND CELA NE TIENT QU'À UN FIL

Les entreprises collectives font preuve de beaucoup d'imagination pour sans cesse entreprendre et relever les défis que pose la réalité dans une économie de marché qu'elles aussi doivent affronter. C'est, entre autres, ce que font les coopératives de câblodistribution pour désenclaver et briser l'isolement technologique dans lesquelles sont plongées leurs régions. L'installation de kilomètres de câbles, qui vont véhiculer des images par la diffusion de signaux et amener Internet dans les zones rurales, s'avère une opération complexe et surtout très coûteuse. Mais c'est le prix à payer pour rester en contact avec le reste du monde. En 1996, des habitants de cinq villages situés entre Baie Comeau et Sept-Îles fondent la Coopérative régionale de câblodistribution de la Côte-Nord. Les fonda-

teurs, dont Dany Boudreau fait partie, ont ramassé 200 000\$ auprès de banques et d'organismes publics. Avec cette somme, la Coopérative a développé un réseau de 220 km. À cette époque, les résidents de la région n'avaient accès qu'à deux chaînes de télévision. La Coopérative leur en a apporté 20, pour un abonnement mensuel de 30 \$. Le décloisonnement entre la téléphonie et la câblodistribution, une déréglementation imminente de cette industrie et l'arrivée des antennes numériques exigent depuis quelques années d'importantes adaptations du secteur de la câblodistribution. De nouveaux concurrents amènent les coopératives à s'unir entre elles et à former des alliances stratégiques afin d'offrir des services de qualité et en quantité suffisante.

RADIO COMMUNAUTAIRE : LA VOIX ALTERNATIVE

L'entrepreneuriat collectif est également un moyen de véhiculer les idées. Ainsi, les entreprises collectives dans le secteur de la culture et des communications sont la voix du monde. La station de radio CKRL, de Québec, se définit comme une station pour les gens d'ici, par les gens d'ici. Première station radiophonique communautaire francophone d'Amérique du Nord, elle a vu le jour à Québec, il y a maintenant 30 ans. Avec un auditoire qui oscille aujourd'hui entre 70 000 et 100 000 personnes, CKRL est fière d'être en marge du phénomène de la concentration des médias. Marc de Koninck travaille dans un CLSC. Il est bénévole depuis de nombreuses années à CKRL. « Notre radio continue depuis toutes ces années à diffuser une programmation de qualité, fondée sur une information totalement indépendante et sur une réelle écoute du milieu. Nous sommes libres de porter des jugements critiques et nous le faisons sans complaisances! CKRL est restée fidèle à sa vocation de tribune pour le monde communautaire et pour les organismes à but non lucratif. Ainsi, elle s'est fait l'écho de projets collectifs en tout genre, faisant preuve d'une grande ouverture d'esprit. » CKRL diffuse sur ses ondes une programmation à dominante

culturelle très diversifiée et ouvre ses micros à d'autres cultures et à toutes les formes d'art par le biais de chroniques. Elle a également un impact très important pour la relève musicale locale. Outre les 11 employés permanents, CKRL fait vivre à 150 bénévoles une expérience radiophonique extraordinaire. Ils élaborent la programmation, se chargent d'une partie de l'animation et de la gestion.

COMMENT L'ENTREPRENEURIAT COLLECTIF DYNAMISE L'ÉCONOMIE LOCALE

LA BELLE HISTOIRE DE GUYENNE

Les entreprises collectives sont souvent le seul tissu économique d'une région. Située à 50 km de Amos, Guyenne fait partie de la MRC de l'Abitibi. Après un incendie qui a ravagé le moulin qui donnait du travail à une grande partie de la population, la ville vivait un réel déclin. Les citoyens ont enrayé cette hémorragie en créant Les Serres coopératives de Guyenne. Des contrats de culture sylvicole ont été décrochés auprès du ministère des Ressources naturelles et la région a recommencé à s'animer. C'est alors qu'en 1991, le gouvernement change ses méthodes d'attribution de contrats favorisant, les soumissionnaires les moins élevés. La concurrence est telle que les Serres coopératives de Guyenne perdent leur position dans le marché. S'en suivent de graves difficultés financières. La région est de nouveau en péril. Une opération de sauvetage est organisée. Tout le monde se mobilise pour participer à « Solidarité Ketchup » ! On réussit à réunir 80 000 \$: les Serres vont pouvoir survivre. Après 1993, le gouvernement décide de revenir aux anciennes méthodes d'attribution de contrat en favorisant l'ancienneté des fournisseurs. Les Serres coopératives de Guyenne reprennent alors leur place dans le secteur. Aujourd'hui, 10 ans après

cette époque dont les souvenirs sont difficiles à évoquer pour les membres de la coopérative, les excédents continuent d'être réinvestis dans la coopérative, notamment pour rembourser les emprunts contractés à cette époque néfaste. C'est également ce que confirme René Martineau, contrôleur aux Serres coopératives de Guyenne. « Nous travaillons pour que la coopérative reste en vie. Nous voulons conserver nos emplois car

constituer en coopérative pour assurer leurs emplois et la survie de leur communauté. De 10 membres à ses débuts, la coopérative est passée, en 2003, à 472 employés en haute saison, dont 249 sont des membres permanents de la coopérative. Elle est aujourd'hui la troisième plus importante coopérative forestière du réseau, avec un chiffre d'affaires de 20 millions \$ réalisé lors du précédent exercice. Cependant, elles met-



Coopérative forestière de Girardville

nous ne voulons pas quitter notre région. » Les Serres coopératives de Guyenne est un des plus importants producteurs sylvicoles du Québec qui détient à lui seul 11% du marché. Avec 180 employés en haute saison, cette coopérative est en cours de production de 21 millions de plans d'épinettes et de pins. Elle produit également 1,5 million de livres de tomates par an et réalise un chiffre d'affaires de 250 000 \$ uniquement grâce à la culture de fleurs, revendues à une grande chaîne de magasins. Son chiffre d'affaires global oscille entre 2,5 et 2,8 millions \$ par année. L'existence des Serres coopératives de Guyenne est si décisive dans la région que la relève est vigoureuse. Les jeunes s'impliquent, ce qui régénère l'entreprise et perpétue le développement de la collectivité.

En 1979, des travailleurs de Girardville, communauté de 1200 habitants située près de Dolbeau, dans la MRC Maria-Chapdelaine, décident de se

tent tout en œuvre pour consolider leur situation en misant sur leur distinction coopérative. Elles existent depuis 65 ans et veulent continuer à jouer un rôle majeur au sein des communautés qui vivent de la forêt. Elles gardent bon espoir que les conflits commerciaux actuels auront une fin favorable permettant de reprendre le développement du secteur et d'innover toujours plus.

QUAND LA MISSION SOCIALE DEVIENT UN MODÈLE DE SOCIÉTÉ

La coopérative de solidarité Défi-autonomie d'Antoine-Labelle, dans les Laurentides, est un bel exemple illustrant les différentes facettes sociales de l'entreprenariat collectif. Elle a instauré un projet pilote sur trois ans d'après le

constat suivant : les personnes qui bénéficient de la sécurité du revenu depuis plusieurs années ont parfois de la difficulté à se trouver un emploi durable. Elles ont perdu de vue les réalités du monde du travail et l'adaptation n'est pas toujours évidente. C'est encore plus vrai en milieu rural. Le projet consistait à fournir des emplois à des personnes qui ont quitté le marché du travail pendant une longue période. C'était en 1992. Il s'est révélé tellement concluant que la coopérative a inspiré le concept des entreprises d'économie sociale en aide domestique, reconnu et soutenu par le gouvernement au titre des services qu'elles offrent dans leur milieu. Travaillant en complément des aides offertes par les CLSC, en partenariat avec Emploi Québec et d'autres groupes communautaires, la Coopérative Défi-autonomie d'Antoine-Labelle procure des emplois stables. Elle offre un service en entretien ménager : pour des besoins quotidiens, à l'occasion de la grande corvée de printemps/automne, des travaux d'extérieur et de l'aide à la préparation des repas. Sa clientèle est constituée à 85% de personnes âgées.

La Coopérative Défi-autonomie d'Antoine-Labelle est une coopérative de solidarité formée de l'association des travailleurs, des utilisateurs et des membres de soutien que sont les intervenants du milieu. La coopérative couvre l'ensemble de la MRC Antoine-Labelle. Milieu établie et rural, cette MRC représente l'un des plus importants territoires de la province, regroupant 8 villages pour un total de 6000 habitants. Elle arrive toutefois à servir près de 1000 clients par an et procure du travail à 80 personnes. La coopérative se fait un devoir d'assurer des emplois de qualité à ses membres-employés. Il faut dire que cette qualité a des répercussions positives puisque la coopérative connaît un taux de rétention maximal de ses travailleurs. En un mot, ils s'épanouissent. Ils aiment ce qu'ils font et apprécient rendre service à leur communauté. Monsieur Michel Langevin, directeur général de Défi-Autonomie, est fier d'en être arrivé là. Il constate que la clé du succès, c'est d'avoir réussi à faire converger les intérêts de chacun. Le soutien des partenaires n'est pas non plus à négliger, notamment l'appui technique de la Coopérative de Développement Régional et du CLD.

LA PASSION DE MEUBLER DES VIES

L'entrepreneuriat collectif en matière d'insertion, c'est aussi un support non négligeable à la société lorsqu'elle offre un nouveau départ dans la vie. Le moteur des entreprises d'insertion réside dans la cohabitation d'une fonction d'insertion/formation et d'une activité économique viable, mais sans but lucratif. Plus elles atteignent leurs objectifs économiques, plus elles ont les moyens de remplir leur mission d'insertion. Ces entreprises répondent à des besoins de formation et d'accompagnement de personnes en difficulté d'intégration au marché du travail, dans un objectif de lutte à la pauvreté et à l'exclusion. L'entreprise d'insertion bâtit une identité aux travailleurs et donne un statut de salarié à ces personnes. La mission de l'organisme à but non lucratif (OBNL) Le Boulot Vers... est de soutenir les jeunes de 16 à 25 ans en difficultés



Le Boulot vers...

à intégrer le marché du travail ou encore en les aidant à retourner aux études en vue de bâtir un avenir meilleur. En général le niveau de scolarité des jeunes équivaut au secondaire 1.

Fondée en 1983, l'entreprise d'insertion située dans Hochelaga-Maisonneuve à Montréal, met au service de sa clientèle 33 postes de travail dans son atelier d'ébénisterie et dans ses bureaux. L'organisme est subventionné par Emploi-Québec à hauteur de 50%; il tire également ses revenus de la vente des produits de l'atelier (35%) et des dons et commandites (15%) qui sont récoltés lors d'une activité récurrente d'autofinancement. Emploi Québec paie en fait les salaires et les charges y afférant, dans le cadre d'entente de services et correspondant à un travail généré avec une moindre productivité. En 2003, le budget global annuel du Boulot Vers... est de 1,7 millions \$. Il existe cinq entreprises d'insertion dans ce quartier de Montréal qui, par leur présence, dynamisent l'économie du quartier tout en s'impliquant activement dans la vie de la communauté. À la mission fondamentale de l'entreprise se rattache une responsabilité économique : l'équipe doit maintenir son atelier d'ébénisterie et assurer une production de meubles de qualité, avec l'aide de ses jeunes stagiaires. Au Boulot vers..., la partie n'est jamais gagnée d'avance, elle mène, comme toute entreprise, un combat quotidien avec les réalités économiques et les lois de la concurrence.

LA FORMATION OU UNE FERME VOLONTÉ D'ALLER TOUJOURS PLUS LOIN

L'entrepreneuriat collectif a de beaux jours devant lui. « Sur le terrain, quand on parle de coopérative, les gens sont attirés par les valeurs de ce type d'entrepreneurship », confie Michel Bouchard du Regroupement québécois des coopérateurs et coopératrices du travail. Il ajoute que dans une société où les individus sont de

moins en moins considérés, la formule des coopératives est très intéressante. La personne prend la place qui lui revient dans la micro société que représente l'entreprise. La coopérative est également une école qui permet de nombreux apprentissages : le respect des autres, la vie démocratique, la participation à la gestion d'une entreprise avec les enjeux que cela comprend, l'initiative et la débrouillardise.

Dotés d'une grande conscience professionnelle, les techniciens membres de la coopérative ambulancière de la Montérégie (CETAM) détiennent une expertise professionnelle sans cesse renforcée. Dans ce secteur d'activité, de la Mauricie, au Bas-Saint-Laurent, en passant par Québec et Montréal, tous sont d'accord pour dire que la formation est la clé de la performance. C'est ce qui les démarque des compagnies traditionnelles. Monsieur Hamel, directeur général de la Coopérative des techniciens ambulanciers du Québec métropolitain (CTAMQ), et Monsieur Serafino, responsable des communications de la CETAM, témoignent de la volonté des membres de toujours en savoir plus pour donner le meilleur service aux patients. Ainsi dès qu'une formation pertinente peut être suivie, ils n'hésitent pas à s'y inscrire. Monsieur Serafino donne l'exemple de l'utilisation des moniteurs défibrillateurs. Les techniciens de la CETAM ont été les premiers au Québec à suivre une formation pour pouvoir s'en servir auprès de leurs patients et leur prodiguer ainsi les meilleurs soins. Suite à leur formation, ils ont lancé un projet pilote avec l'aide du gouvernement et ont équipé leurs ambulances de cette toute nouvelle technologie. Les résultats se sont avérés plus que concluants et ont conduit à l'implantation de ces machines dans toutes les ambulances du Québec ! La CTAMQ a, quant à elle, été jusqu'à créer l'Institut d'ambulance, dont les services sont alloués aux membres, notamment pour que les termes de la Loi 430, qui régit les transports au Québec, soient respectés. L'institut dispense aussi de la formation aux entreprises traditionnelles sur la santé et la sécurité au travail. Le mouvement coopératif ne vit donc pas seulement par souci de s'occuper d'autrui, il va même jusqu'à faire avancer la société vers le progrès.

L'ENTREPRENEURIAT COLLECTIF, FACTEUR DE RÉGULATION DES MARCHÉS

L'entreprise d'économie sociale est fondamentalement tournée vers autrui. Non seulement elle est à l'écoute, elle est aussi au service de la collectivité. Preuves en est des nombreuses initiatives collectives de services. Elles ont un rôle prépondérant dans le bon fonctionnement de la collectivité et elles contribuent même parfois à équilibrer le marché du secteur dans lequel elles évoluent, comme dans le cas des coopératives funéraires. Il en existe aujourd'hui 31 au Québec. À partir de 1972, il faut savoir que les coopératives funéraires de chez nous ont connu une croissance continue qui s'est accélérée à la fin des années 90. D'abord pour freiner les coûts prohibitifs des frais funéraires proposés par les entreprises traditionnelles. Ensuite, en réaction contre la forte croissance de l'invasion américaine dans ce secteur.



En 1974, à Sherbrooke, des citoyens se sont réunis pour proposer d'autres alternatives à leur collectivité et pour agir à titre de régulateurs des prix. Ils ont créé la Coopérative funéraire de l'Estrie. En 30 ans, elle aura accueilli près de 25 000 membres. Avec 12 000 membres vivants aujourd'hui, cette coopérative couvre le grand Sherbrooke et propose ses services à un bassin de population de 135 000 personnes. Avec un chiffre d'affaires de 2,3 millions \$, la coopérative funéraire de l'Estrie poursuit toujours sa mission, qui est d'offrir des services de qualité au moindre coût. Elle réinjecte ses surplus dans le développement de ses infrastructures et dans l'aide aux familles. La Coopérative funéraire de l'Estrie, en collaboration avec un psychologue, dispense par exemple des services d'aide aux endeuillés pour un prix modique.

Aujourd'hui, les Américains contrôlent environ une trentaine d'entreprises du secteur funéraire au Québec. Ce contrôle est important dans les grands centres urbains mais également dans d'autres régions, comme l'Outaouais et le Saguenay-Lac-St-Jean.

Depuis 1987, les coopératives unissent leurs efforts au sein de la Fédération des coopératives funéraires du Québec pour notamment constituer des groupements d'achats qui leur permettent de consolider leur situation financière et les mettent à l'abri des multinationales qui pourraient exercer des pressions pour leur couper des sources d'approvisionnement. En 1995, la Fédération a démarré un processus d'achat d'entreprises traditionnelles pour que les traditions ancestrales demeurent propriétés québé-

coises et pour représenter un poids concurrentiel sur le marché. En 1997, la Fédération met sur pied, en collaboration avec le Mouvement Desjardins et la Société de Développement Industriel, un Fonds de développement de l'ordre de 15 millions \$ pour permettre aux coopératives d'acquiescer des entreprises privées au Québec. Si le marché est aussi encourageant, c'est probablement parce que les coopératives ont élaboré et suivi des ententes de réciprocité, se sont échangées des informations, des conseils, du matériel, etc. L'intercoopération est la clé de voûte de la réussite de tout ce secteur.

DES GENS QUI TRAVAILLENT POUR LE BIEN COMMUN

Conflits, changement de direction ou entreprise en cessation d'activité : l'entrepreneuriat collectif réussit là où l'entreprise traditionnelle échoue. Les succès des coopératives de travailleurs, dans lesquelles ce sont les employés qui ont le contrôle, sont innombrables. Que ce soit pour conserver leur emploi ou bien en assurer la durabilité, les travailleurs de ces coopératives sont les artisans de grandes réussites. Le Royaume de la Tarte, à Québec, en est la preuve. Dans cette fameuse pâtisserie, un grand nombre se presse pour se sucrer le bec. Diane Jackson y est décoratrice de gâteau depuis plus de 17 ans. La retraite approche et les propriétaires, qui ne veulent pas vendre au premier venu, ont la bonne idée de se tourner vers

Le secteur des entreprises d'économie sociale représente globalement au Québec :

7 151 entreprises
3 210 coops et 3 941 OBNL;

124 302 emplois
79 222 dans les coops
et 45 080 dans les OBNL;

17,2 milliards \$
de chiffres d'affaires
15,9 milliards \$ pour les coops
et 1,3 milliard \$ pour les OBNL

Source : Ministère du Développement économique et régional – Direction des coopératives Bureau de l'économie sociale et le Chantier de l'économie sociale *2002



C.A., Technopôle Angus

le gouvernement pour connaître les différentes avenues qui s'offrent à eux. Il leur est proposé de laisser les rênes à leurs employés. Le fondateur d'une coopérative de travailleurs vient leur présenter les avantages de cette entreprise. Tout le monde est emballé et met la main à la pâte : ainsi est née la Coopérative Au Royaume de la tarte.

Les employés ont tous le même pouvoir à l'assemblée générale selon le principe d'un membre = un vote. Ils participent à la gestion de l'entreprise de façon entièrement démocratique et c'est probablement pour cette raison que cette belle aventure dure depuis 5 ans. La mission de la coopérative : préserver et développer l'emploi au profit de ses membres dans des

conditions de travail de qualité. Le développement de la Coopérative Au Royaume de la Tarte s'est donc entièrement reposée sur les décisions collectives prises par l'association des employés et sur les conseils, le support technique et le financement du CLD, Caisse d'économie Desjardins des Travailleuses et Travailleurs (Qc), d'Investissement Québec et du Réseau d'investissement social du Québec (RISQ). Ce sont les employés qui rédigent le règlement interne et qui constituent le conseil d'administration, en prenant en considération les choix de chacun. La gestion participative permet aux travailleurs de s'épanouir dans leur vie sociale et assure la pérennité à l'entreprise.

LA FORMULE COOPÉRATIVE PORTE SES FRUITS

La formule coopérative a conquis plus d'un secteur. Elle est même un outil de vente. Claire Lapointe et Jean-Michel David ont fondé la Coopérative de travail Capella technologies. L'une a une bonne expertise de la gestion coopérative, l'autre a les connaissances techniques. Au cœur de leurs activités de conception et maintenance de sites Internet, il y a le respect de la personne. Dans un univers de fusions et de rachats de compagnies à outrance, la coopérative se définit comme un centre de connaissance et d'expertise inaliénables. Elle procure des conditions et un environnement de travail stimulants, ce qui contribue grandement à l'épanouissement de ses membres-travailleurs. Dans une coopérative, on travaille bien parce qu'on y est bien. La rétention de personnel est à son maximum. C'est d'ailleurs ce qui permet à Capella technologies de signer avec des clients de taille. Citons, entre autres, le magazine Protégez-vous pour qui la formule coopérative représente la rétention des collaborateurs, ce qui est un atout considérable et unique que la concurrence n'a pu garantir !

Quelques références pour démarrer une entreprise d'économie sociale

Les sites à consulter :

www.chantier.qc.ca
www.coopquebec.coop
www.csmoesac.qc.ca
www.fcdrq.coop
www.mic.gouv.qc.ca/cooperatives/fr
www.acldq.qc.ca
www.fonds-risq.qc.ca
www.filaction.qc.ca
www.financementcoop.qc.ca
www.fondaction.com
www.demarrer-entreprise.info.qc.ca
www.reseau-sadc.qc.ca

*Non-exhaustif

FAIRE AUTREMENT FAIRE ENSEMBLE

Nous sommes fiers
de soutenir la réalisation
de ce cahier d'information
qui illustre la diversité
et l'importance
de la contribution
d'entreprises collectives
au développement
économique et social



CHANTIER
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Conseil de la
coopération



du Québec

CARREFOUR DES RÉSEAUX
DE COOPÉRATIVES



ÉCONOMIE SOCIALE
ACTION COMMUNAUTAIRE

FONDACTION
CSN POUR LA COOPÉRATION
ET L'EMPLOI



Desjardins

La passion
des
coopératives

Caisse d'économie Desjardins
des Travailleuses et Travailleurs (Québec)

RSQ
RÉSEAU D'INVESTISSEMENT
SOCIAL DU QUÉBEC

FILACTION



FONDS DE FINANCEMENT
COOPÉRATIF

Production de ce cahier :

Gaby Breton, Pascale Caron, Emmanuelle Géhin, Carine Guidicelli, Mélanie Jolin, Joël Lebossé, Claude Normandin, Jean Robitaille.

Graphisme : Composition Fleur de Lysée 514.528.8618



PROGRAMME D'ASSISTANCE TECHNIQUE AU
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE
www.carleton.ca/cedtap-patdec

En choisissant Équiterre,
les consommateurs
optent pour le commerce
équitable et soutiennent
le développement durable.



Équiterre recrute Une campagne écologique

SIMON EST INTRAITABLE: «JE PRÉFÈRE SOUTENIR Équiterre plutôt que les supermarchés». Ce résident de Montréal se fournit en produits locaux et biologiques (aubergines, carottes, betteraves, tomates, concombres, maïs, poireaux...) directement auprès des agriculteurs grâce à Équiterre, un groupe écologiste à but non lucratif subventionné par les gouvernements canadien et québécois. De plus en plus de Québécois font de même. C'est ce qu'on appelle «l'Agriculture soutenue par la communauté», pour une consommation plus saine, responsable et équitable.

60 FERMES AFFILIÉES

Le principe en est simple. Il suffit de s'inscrire dès le mois de mars auprès d'une des soixante fermes affiliées à Équiterre. Chaque semaine, de juillet à novembre, à prix fixe, le consommateur récupère son panier de fruits et légumes dans un des points de distribution d'Équiterre répartis dans tout le Québec. Équiterre publie le répertoire de ces fermes affiliées auprès desquelles s'approvisionner. Certaines acceptent les inscriptions jusqu'en juillet, dépendant du nombre de clients qu'elles peuvent desservir. Hors saison, les consommateurs peuvent obtenir gratuitement un répertoire des boutiques de produits biologiques et équitables en téléphonant ou sur leur site Internet. L'organisme animé par une vingtaine d'employés et plus d'une

centaine de bénévoles est présent dans quatre domaines du développement durable: le commerce équitable, l'agriculture écologique, le transport écologique et l'efficacité énergétique. Équiterre a avant tout un rôle de promoteur. Il organise des conférences de presse, des présentations sur divers thèmes environnementaux, comme le protocole de Kyoto, des randonnées à vélo, des animations pour promouvoir l'utilisation des produits non polluants, biologiques ou équitables. Grâce à sa promotion de l'artisanat des pays pauvres, Équiterre sensibilise également les consommateurs aux conditions de travail dans les pays du Sud. La vente de leurs produits à leur juste valeur contribue à y améliorer les conditions de vie. Ainsi, les Occidentaux seront plus réceptifs aux besoins du Sud et contribueront à l'amélioration des relations commerciales Nord-Sud.

INDÉPENDANCE FINANCIÈRE

D'ici 2006, Équiterre veut devenir indépendant du financement des gouvernements grâce aux dons des citoyens. Le Programme d'assistance technique au développement économique communautaire (PATDEC) de l'Université Carleton contribue à son plan de financement en soutenant sa stratégie de recrutement. Équiterre lance une campagne de promotion par courriel (c'est plus écologique que la poste) pour faire passer le nombre de ses membres de 2 000 à 10 000 d'ici 2006 et réduire ainsi de moitié le besoin de financement gouvernemental. Équiterre espère de la sorte «contribuer à bâtir un mouvement qui fera du Québec une société exemplaire en matière de choix écologique et socialement équitable».

Agriculteurs et consommateurs se retrouvent à un des points de distribution d'Équiterre.

Pour acheter directement à la ferme ou en savoir plus sur Équiterre:
www.equiterre.qc.ca
514 522-2000

PHOTO
ÉQUITERRE



Le RISQ est mandataire du PATDEC pour les projets au Québec.
Pour plus d'informations, communiquez avec Danielle Laurin
au RISQ: 514 866-2355 POSTE 209

VOIR LE MONDE POUR CHANGER

Les buts et les conditions difficiles de la coopération internationale font appel au sens de la solidarité humaine et au désir de vivre intensément de la jeunesse.

PAR MÉLANIE NAVARRO

«J'AI EU MA PREMIÈRE IMPRESSION de l'Afrique à Ouagadougou. Je suis descendu de l'avion, c'était le soir, il faisait très chaud. On entrait dans des ruelles en 4 x 4 et les phares éclairaient des familles entières qui dormaient par terre.»

Le regard sérieux, François Guérard se rappelle ainsi les premières heures d'un stage réalisé en 2001 au Burkina Faso. Le sourire en coin, il raconte : «Benoît était dans la boîte arrière du camion. Personne

n'était venu le chercher. Son stage devait se dérouler à Pô, à plusieurs heures de route de la capitale. Une chance qu'il était avec moi. Il est venu dormir dans mon village d'accueil, Lumbila, qui était tout près...»

Le désir de vivre une expérience intense à l'étranger avait poussé François, correspondant de l'agence Reuters à Montréal, bien installé dans la vie, à partir pour l'Afrique de l'Ouest pendant quatre mois, grâce à Réseau Liberté, une ONG œuvrant

au développement des médias dans les pays pauvres du Sud. Chaque année, plusieurs centaines de jeunes Québécois décident comme François Guérard de découvrir le monde en effectuant un stage à l'étranger au service d'une ONG de coopération internationale ou d'une agence gouvernementale. Au Québec et au Canada, au moins 75 organisations – elles ne sont pas toutes répertoriées – leur offrent cette possibilité. Québec Sans Frontières

(un programme du Secrétariat à l'aide internationale du Québec) aidera plus de 400 stagiaires en 2003-2004. À lui seul, Cyberjeunes (Industrie Canada) a financé 255 jeunes Canadiens à l'étranger.

Tourisme intéressé, désir sincère d'aider des populations dans le besoin, volonté d'élargir ses horizons et de participer à la marche du siècle, tout cela doit se mesurer à la réalité : le tourisme est toujours «d'aventure»; l'aide, parfois vaine ou inappropriée;

quant à changer le monde, cela commence en changeant soi-même, en changeant ses perceptions.

«Tu ne peux pas sauver le monde en allant faire quelques stages à l'étranger», explique Denise Babin aux jeunes qui l'appellent. Mme Babin est chargée des communications à l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), un réseau de 53 ONG de coopération internationale parmi les plus

importantes au pays. La plupart offrent aux jeunes (dans certains cas, jusqu'à 35 ans) d'effectuer des stages à l'étranger, avec un encadrement et une préparation dont la qualité varie grandement selon les organisations.

Avant son départ, François Guérard avait visionné quelques films sur le Burkina Faso et suivi une formation d'une heure. La réalité l'a rattrapé sur le terrain, très différente de ce qu'il imaginait. Il ne s'attendait ►



INDE — Le vieux port de Kolkata (Calcutta).

PHOTO FERNANDO MOLERES AGENCE PANOS



pas, la première nuit, à se faire réveiller à deux heures du matin par les bêlements d'une chèvre. Ni à ne pouvoir retrouver le sommeil à cause de l'humidité écrasante, des draps qui collent à la peau et du filet contre les moustiques qui paraît l'étouffer. «Mais je me suis quand même adapté rapidement», estime François.

Vivre misérablement

Tous les stagiaires ne digèrent pas avec la même facilité l'écart entre les conditions de vie de nos sociétés riches et celles du Sud. Certains sont persuadés qu'ils doivent vivre de façon misérable pour comprendre la réalité des habitants. D'autres ne s'adaptent tout simplement pas; certains devront être rapatriés. Puis il y a ceux qui s'ajustent comme s'ils avaient toujours habité là. Au Sénégal, Amélie Venne logeait chez une famille parlant uniquement le wolof, à huit heures de la capitale (Dakar). Pour elle, tout s'est «très bien passé». «Cela m'a permis de vraiment voir com-

À L'Estée, en Haïti (1989) — Les stages dans le tiers-monde sont déclencheurs de politisation; au retour, plusieurs jeunes restent engagés dans les ONG, militent et sensibilisent le public québécois.

ment ils vivent là-bas et de participer aux tâches quotidiennes. C'est merveilleux de pouvoir vivre ça!»

En 2002, étudiante de 21 ans en communication, elle s'initiait à la coopération internationale à Carrefour canadien international (CCI), dans le cadre d'un stage de Québec Sans Frontières (QSF). Son expérience de trois mois au Sénégal a été le déclencheur de sa politisation: «J'ai eu un choc à mon retour. Je me suis dit: "Oui, je vais changer le monde!"»

Les stagiaires, au CCI, doivent s'engager à leur retour dans la sensibilisation du public québécois, dans des projets thématiques, le financement ou l'éducation au militantisme. «Ils reviennent en citoyens plus concernés qui sont des exemples en tant qu'individus», affirme Louise Bourque, agente de communication du CCI.

Depuis son retour, Amélie s'implique comme bénévole au CCI et travaille comme chargée des communications au théâtre de rue UTIL (Unité théâtrale d'interventions loufoques), pour initier le public aux enjeux sociaux de la mondialisation et de la surconsommation. Elle estime être une meilleure citoyenne: «J'ai l'impression d'avoir changé mes valeurs au niveau de la consommation, de vivre en simplicité, de me concentrer sur les relations humaines au lieu de l'accessoire.»

Une bonne formation préalable est un facteur d'acclimatation, mais la capacité d'adaptation et la volonté de réussir aussi. Une jeune coopérante décrit ce qu'elle a vécu en Équateur avec huit autres stagiaires: «Nous devons vivre dans des maisons modestes, au sein de familles pauvres, passer par-dessus les maladies causées par le man-

que d'hygiène dans le traitement de la nourriture et de l'eau et dormir dans un lit froid, inconfortable et plein de puces. Six ont dû être hospitalisés, six ont commis des infractions aux lois du pays et plus de la moitié affirment ne pas souhaiter répéter ce genre d'expérience.»

La jeune stagiaire n'a pas voulu que nous la nommions, ni l'ONG dans laquelle elle s'était engagée. On joue du coude dans cet univers où la réussite se mesure en subsides publics et en souscriptions privées. Elle désire œuvrer quelques années dans la coopération internationale et ne veut pas faire de vagues : une plainte, une mauvaise image publique, un rapport défavorable peut entraver une carrière ou discréditer un projet. Malgré tout, elle affirme avoir «adoré» son stage...

Des mois sans salaire

À Lumbila, François Guérard devait, en quatre mois, former des journalistes, créer un journal et s'assurer qu'il continue à paraître deux ans après son départ. Il disposait d'une presse dans une grande bâtisse vide, mais pas d'ordinateurs ni de meubles. À sa demande, le partenaire burkinabé a acheté un ordinateur trois semaines plus tard. Cela n'est pas toujours aussi facile.

Nathalie a été *cyberjeune* en Afrique de l'Ouest. Son allocation mensuelle était trois fois plus élevée que le salaire des employés qu'elle devait former. Ceux-ci n'avaient d'ailleurs pas été rémunérés depuis des mois et lui demandaient des prêts en argent. Selon elle, les ONG canadiennes devraient «se questionner sur les critères de sélection d'un organisme d'accueil».

En général, les ONG d'ici choisissent pour les stagiaires des partenaires locaux avec lesquels elles ont déjà réalisé un pro-

jet. Mais Lucie Lortie, de CUSO, explique que les ONG du Sud n'osent pas refuser un stagiaire de peur de fermer la porte à un futur bailleur de fonds. Il faut prendre conscience que «c'est une charge immense de recevoir quelqu'un qui ne peut pas s'adapter dans un laps de temps aussi court et de l'occuper... utilement.

Parmi les réussites durables, Ève Bélanger, coordonnatrice de stages de l'ONG Alternatives et ancienne stagiaire elle-même, cite l'exemple de la Plate-forme paysanne du Niger qui informe les agriculteurs sur leurs droits et sur les effets de la mondialisation.

que le NPDA du point de vue des paysans. Elle a aujourd'hui une plus grande visibilité grâce au site Internet créé avec l'aide d'un stagiaire d'Alternatives (www.alternative.ne/pfp/index.php). La Plate-forme paysanne du Niger est membre du Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA, www.roppa-ao.org). L'organisation paysanne actualise le site régulièrement et donne des formations en informatique dans ses bureaux et en région. Un stagiaire d'Alternatives retournera au Niger en 2003 pour moderniser son site Internet.

François devait, en quatre mois, former des journalistes, créer un journal et s'assurer qu'il continue à paraître deux ans après son départ.

«Les paysans se font dire [par les autorités] que le NPDA (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique) est bon pour eux et que c'est une bonne chose de vendre leurs terres», critique Mme Bélanger.

Les opposants au NPDA (adopté par le G8 lors du sommet tenu à Kananaskis, en Alberta, en juin 2002) le présentent comme une radicalisation des plans d'ajustement structurel (PAS) dictés par les institutions financières internationales aux pays pauvres surendettés. On lui reproche d'imposer l'abolition des subventions aux produits de première nécessité et la baisse des dépenses publiques en santé, en éducation, etc. (Lire : «Le nouveau partenariat avec l'Afrique – Plus ça change...», par Miloud Chennoufi, dans *Le Devoir*, 26 juin 2002.)

La Plate-forme paysanne du Niger criti-

que les impacts dépassent parfois les résultats attendus. Philippe Massé, chargé de projet d'Oxfam-Québec au Burkina Faso en 2000, rapporte l'histoire d'une jeune femme, à Fada N'Gourma, formée en informatique par Cyberjeunes. Elle n'avait jamais été à l'école et cela lui a permis de trouver un emploi. «Sa famille a réalisé que les femmes aussi sont capables de contribuer aux dépenses de la famille et a décidé d'envoyer les petites sœurs à l'école. Tu ne peux jamais imaginer qu'un simple stage va donner ça.»

De l'aide attachée

De plus en plus, les programmes d'échanges sont réorientés dans la seule perspective d'améliorer l'employabilité des jeunes Canadiens et Québécois. En 2003-2004, vingt-six stagiaires de l'étranger ▶


PHOTO BENOIT AQUIN


NOTRE **MISSION**
COMBATTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION

NOS **ACTIONS**

- Renforcer les capacités de développement des communautés défavorisées;
- Appuyer des initiatives de paix, de droits humains et d'équité;
- Mobiliser des ressources et favoriser l'échange de savoir-faire.

NOTRE **BUT**
UN DÉVELOPPEMENT ÉQUITABLE ET DURABLE





CECI

www.ceci.ca

Internet ou les documentaires télé ne suffisent pas pour connaître la situation du Tiers-Monde, conclut François. «Il faut se rendre sur place et vivre parmi ces gens. C'est là qu'on se rend compte que l'humanité, c'est autre chose que la société de consommation occidentale et que l'Afrique, c'est autre chose que des gens qui crèvent de faim.»

«Pour "sauver" le monde, expose Denise Babin, il faut d'abord comprendre comment il fonctionne». □

UN GUIDE PRATIQUE » Stagiaires Sans Frontières. (Alexandre Chouinard, Éditions Ulysse, 1999, 230 pages)

UN RÉCIT » La terre des hommes intègres. (Ugo Monticone, Les Éditions du CRAM, 2002, 566 pages)

À LA RECHERCHE D'UN STAGE AU SUD ? » Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) : www.aqoci.qc.ca

» Secrétariat à l'aide international du Québec (SAIQ) : www.mri.gouv.qc.ca/secretariat/espace_jeunesse/espacejeunesse_espacejeunesse.asp

» Agence canadienne de développement international (ACDI) : www.acdi-cida.gc.ca/jeunesse

Jusqu'au 1^{er} octobre 2003, la Fondation Hydro-Québec pour l'environnement invite les organismes à vocation environnementale à lui soumettre des projets de conservation et de mise en valeur de l'environnement. Aider ceux et celles qui ont à cœur nos milieux naturels, c'est dans notre nature.

Pour en savoir plus sur les projets à soumettre et pour consulter le rapport annuel 2002 de la Fondation Hydro-Québec pour l'environnement, visitez hydroquebec.com/fondation_environnement

Projets de toute

nature


Fondation
Hydro-Québec
pour l'environnement

 Réseau des
Ressourceries du
Québec

présente :

la 3^{ème} édition de la
Semaine québécoise de
réduction des déchets



- ☑ Parce qu'au Québec, c'est plus de 20 tonnes de déchets qui sont générés chaque minute
- ☑ Parce que nos déchets transformés peuvent devenir des ressources précieuses et créer des emplois durables
- ☑ Parce qu'une gestion intégrée et écologique de nos matières résiduelles est nécessaire au maintien d'un environnement sain
- ☑ Parce que chaque action compte !

Du 20 au 26 octobre 2003 le Québec tout entier se mobilise pour l'environnement.

Soyez au rendez-vous!

Les ressourceries membres du Réseau des Ressourceries du Québec vous invitent à vous renseigner sur les activités dans votre région et...inscrivez la vôtre en appelant dès aujourd'hui au (514) 875-5869 ou en consultant le site internet.

www.reseaurressourceries.org

Partenaire majeur de la Semaine :

RECVC-Québec
Québec 

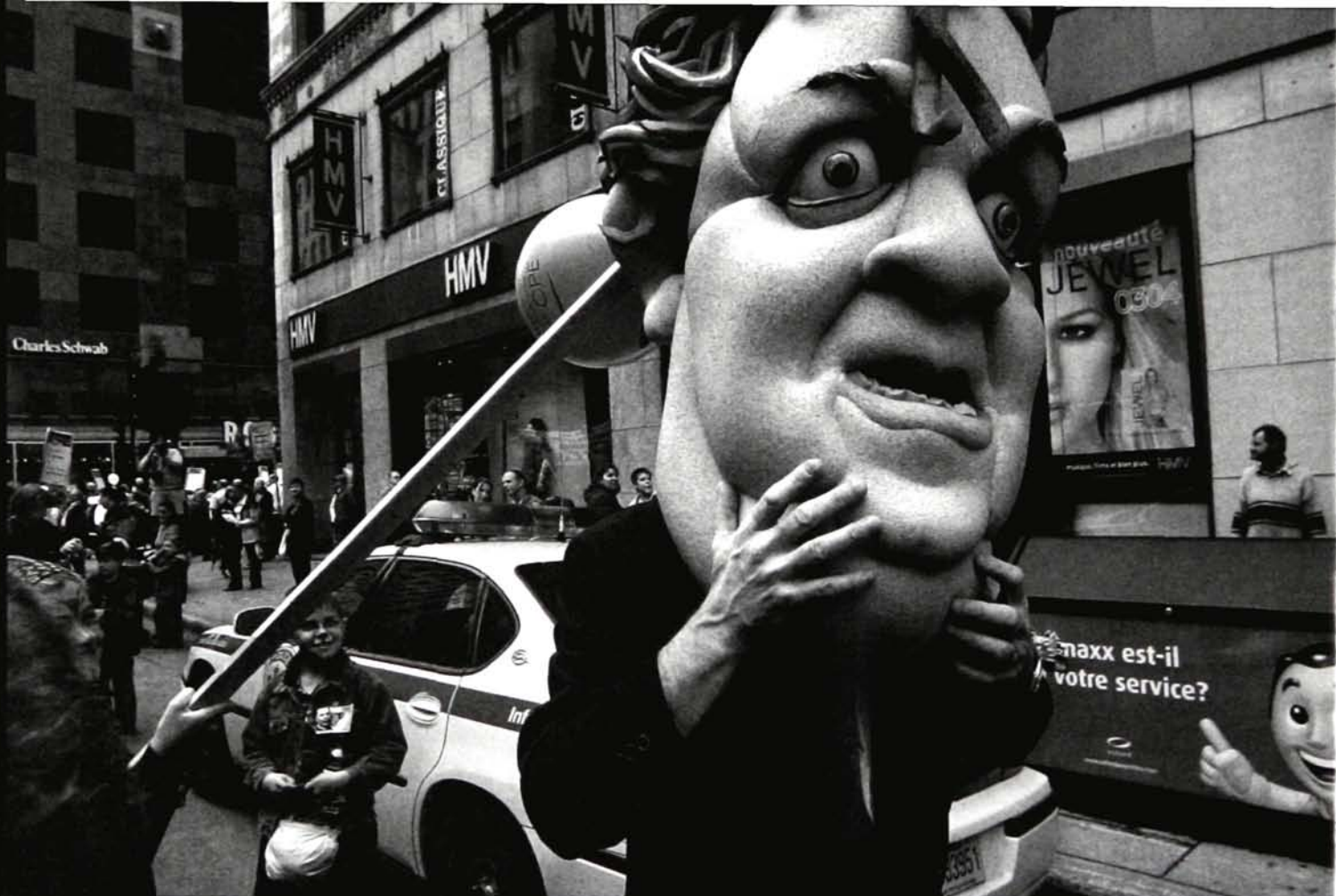
QUÉBEC PLONGE

**L'économie sociale dans le rouge
Les garderies dans le noir**

10% des entreprises d'économie sociale sont en grand danger. Jusqu'à 25% pourraient fermer. Nancy Neamtan, la présidente du Chantier de l'économie sociale et du Réseau d'investissement social du Québec (RISQ), l'avoue, elle est inquiète. C'est l'incertitude quant aux intentions du nouveau gouvernement libéral qui fait le plus mal. L'incertitude, c'est un très mauvais climat pour les affaires.

Marc Janvier brasse de la peinture à recycler, à la Ressourcerie des 3R, une entreprise d'économie sociale de Saint-Étienne-des-Grès (Mauricie), spécialisée dans la récupération de déchets domestiques dangereux.

PHOTO BENOIT AQUIN



L'économie sociale dans le rouge

Le premier budget libéral risque de paralyser l'économie sociale.

PAR RICHARD AMIOT | PHOTOS BENOIT AQUIN

Recherche et entrevues : ANICK PERREAULT-LABELLE

L'INCERTITUDE EST CE QUI FAIT LE PLUS mal en affaires : les banquiers sont inquiets, les fournisseurs aussi; les clients se font rares et les investisseurs fuient. L'arrivée d'un nouveau gouvernement a toujours cet effet de créer de l'incertitude économique.

Son slogan électoral («Nous sommes prêts») ne fera rien à l'affaire : le Parti libéral a déstabilisé l'économie québécoise, avec son annonce surprise d'un déficit budgétaire de 4,5 milliards de dollars et la révision totale des politiques économiques

du précédent gouvernement. Pour les entreprises d'économie sociale, sous-capitalisées, aux fonds de roulement insuffisants, la conjoncture devient rapidement intolérable. Mais les situations sont contrastées selon les régions, les secteurs d'activité ou l'expérience des administrateurs.

«Faites de la musique (FDM) ferme ses portes!» La nouvelle a eu l'effet d'un coup de tonnerre dans un beau ciel bleu du mois d'août, quand l'hebdomadaire montréalais *ICI* a révélé les difficultés gravissimes de l'entreprise culturelle du quartier pauvre Hochelaga-Maisonneuve, dans l'Est de Montréal. En juillet, déjà, *Le Devoir* avait annoncé que l'agence de notation fiduciaire RCP & Partners, de Genève, avait suspendu la cote «Bien» attribuée à FDM en décembre 2002.

La fermeture s'est confirmée, laissant sur le carreau des centaines de jeunes artistes, les Francouvertes, Évidemment Jazz et le Zest (ancienne caserne de pompier transformée, au coût de 3,7 M \$, en lieu culturel majeur dans un quartier démuné).

Dans ce cas, pas d'incertitude : le gouvernement a retiré une subvention de 700 000 \$.

< Juin 2003, une marche de milliers de parents dénonce le gouvernement Charest qui veut cesser le développement des CPE : première mobilisation populaire pour défendre l'économie sociale. PHOTO BENOIT AQUIN

En septembre, FDM tentait encore de sauver les meubles, au moins le Zest.

La nouvelle de la fermeture n'a pas vraiment surpris Nancy Neamtan, présidente du Chantier d'économie sociale. Les arts, le tourisme social ou les médias sont des secteurs d'activité à haut risque. C'est pour cela que le chantier avait demandé un programme spécifique de financement au gouvernement provincial pour les secteurs émergents. Annoncé par le budget Marois, ce financement a disparu dans le budget Séguin.

Il ne faut pas se montrer inutilement alarmiste, nuance cependant Mme Neamtan. La très grande majorité des entreprises d'économie sociale se portent bien. Élise Tessier, directrice générale du Réseau d'investissement social du Québec (RISQ) le confirme. Le portefeuille d'investissements du RISQ (4,5 M \$) subira des pertes : 10 % des entreprises sont en très grand danger et 15 % devront prendre des mesures sévères de redressement. Mais le taux de survie à cinq ans des entreprises d'économie sociale (64 %, dans le cas de coopératives) se compare encore avantageusement au secteur capitaliste (36 %).

Le réseau des centres de la petite enfance (CPE) reste solide, même si sa croissance est freinée (voir article p. 32 : «*Les garderies dans le noir*»). L'économie sociale est bien implantée dans les services domestiques, dans l'industrie en pleine croissance du recyclage, etc.

Plusieurs de ces entreprises sont nées du virage entrepreneurial pris par de nombreux

groupes communautaires après le Sommet sur l'économie et l'emploi en 1996. Ces organisations étaient déjà bien implantées. Celles dont les activités sont étroitement liées aux fonctions étatiques devront affronter une conjoncture précaire, sauf là où elles se sont déjà fait valoir comme indispensables (services à domicile, par exemple). Les programmes réguliers demeurent accessibles, dans les Centres locaux de développement (CLD), mais les groupes y regarderont à deux fois avant de se lancer en affaires. Le budget de 12 M \$ pour le démarrage d'entreprises pourrait s'évanouir avec la disparition même des CLD dont le nouveau gouvernement veut ré-examiner le rôle.

En Mauricie

En longeant le fleuve vers Yamachiche, à l'ouest de Trois-Rivières, on tombe sur un immense bâtiment tout en longueur, jouté d'une dizaine de semi-remorques blanches frappées du logo vert de la compagnie Groupe RCM, un centre de tri. À l'intérieur, on démêle le contenu des bacs bleus d'une cinquantaine de municipalités de la Mauricie.

Les affaires de Groupe RCM, un centre de travail adapté, roulent bien. L'industrie du recyclage a de beaux jours devant elle au Québec. Selon la «*Politique de gestion des matières résiduelles*» énoncée en septembre 2000, la proportion des matières recyclées devra atteindre 65 % d'ici 2008 au Québec. Les sites d'enfouissement sont pleins. De toute façon, le «*pas dans ma cour*» s'impose partout. Selon le principe du pollueur-payeur, fabricants et distributeurs, comme aux États-Unis, seront désormais responsables de leurs produits jusqu'au recyclage intégral ou leur élimination.

Le Groupe RCM n'est pas une PME comme les autres : c'est un organisme à but non

lucratif (OBNL). Fondé en 1981, son chiffre d'affaires annuel atteint six millions de dollars. La majorité de ses 108 travailleurs ont un handicap mental léger ou moyen. Pourtant, «*à peine 12 % de nos revenus viennent des subventions de l'Office des personnes handicapées du Québec*», précise Michel Camirand, son directeur général.

Dans l'industrie du recyclage, les entreprises d'économie sociale font face à des

Dans l'industrie du recyclage, les entreprises d'économie sociale font face à la concurrence de géants comme Waste Management.

concurrents de taille nationale (Cascades) ou internationale (le géant américain Waste Management). «*La Régie a longtemps hésité entre Cascades et nous*» pour construire le nouveau centre de tri, rapporte Michel Camirand. Pour établir le partenariat, le Groupe RCM a signé une entente avec Kruger : la papetière achète toute la fibre recyclée, lui garantissant ainsi un débouché rentable.

Le Groupe RCM illustre un beau succès de l'économie sociale en matière de création d'emplois, de programmes d'insertion au ►

LA COOPÉRATION, TOUT LE MONDE Y GAGNE!


Le ministère du Développement économique et régional,
partenaire des entreprises coopératives

DES OUTILS ET DES SERVICES À VOTRE PORTÉE

Pour plus d'information, consultez notre site Internet à :

www.mder.gouv.qc.ca/cooperatives

Développement
économique
et régional

Québec 

travail et de prise en main par le milieu régional d'une problématique environnementale et économique. Sa réussite est attribuable entre autres à la dérogation consentie par le ministère des Affaires municipales pour que l'entreprise communautaire obtienne sans appel d'offres un lucratif contrat de la Régie intermunicipale de gestions des matières résiduelles de la Mauricie.

L'entreprise d'économie sociale « trie les bacs bleus de nos vingt-sept municipalités parce qu'elle offre un bon service à un bon prix », argumente André Noël, président du conseil d'administration de la Régie intermunicipale. Mais d'autres raisons ont également présidé à ce choix. Les élus de la région ont désiré soutenir l'entreprise communautaire parce qu'elle développait une expertise précieuse et créait un plus grand nombre d'emplois que n'aurait offert une entreprise étrangère, des emplois, qui plus est, pour des catégories défavorisées de travailleurs.

Le Réseau des ressourceries du Québec (RRQ) compte sur cette attitude des élus, de l'industrie et des commerçants, explique Jean-Yves Guimond, directeur recherche & dévelop-

pement du RRQ. Leur implication est nécessaire pour le succès des entreprises d'économie sociale dans ce secteur d'activité convoité. Il y a 50 ressourceries au Québec.

Faire le pont

Malheureusement, il en a été autrement pour Récupération-Jeunesse, une ressourcerie de Laval. Après avoir épuisé une subvention de démarrage de 300 000 \$, elle a fait face au dépôt de bilan. Céline Lafrance a piloté son dossier au CLD de Laval. Elle n'aime manifestement pas se remémorer cette mauvaise expérience.

Dès le départ, l'activité n'était pas rentable, a-t-on diagnostiqué, trop tard. Le congédiement des administrateurs, incapables de mener la barque (une décision difficile à prendre dans des organisations soumises à une logique de démocratie participative), n'a pas permis de redresser la barre à temps. Un meilleur appui des élus municipaux, un marché plus mature, structuré, auraient laissé espérer le succès. On apprend de ses erreurs. Cascades a récupéré ce marché, à profit, peut-on présumer.

Le cas de Mat-Montréal illustre une

problématique courante en économie sociale : réussir à « faire le pont ». Mat-Montréal récupère des matelas. Cela n'a l'air de rien, mais on jette 100 000 matelas, chaque année, seulement à Montréal. On ne peut pas enfouir 100 000 matelas par année. L'Association des fabricants de meubles, les manufacturiers, les détaillants, les distributeurs et Recyc-Québec négocient actuellement l'établissement d'une « filière » pour en disposer, comme pour les pneus, la peinture, etc.

Mat-Montréal est l'entreprise la mieux placée pour récupérer ce qui ne peut être remis en condition. En attendant (septembre? janvier?), ses opérations ne sont pas rentables. Le « valoriste » (un nouveau titre de profession qui nous sera bientôt familier : quand sera-t-il admis au Larousse?) fonctionne au ralenti. Jean Lechasseur, son directeur général, ne veut pas perdre son monde. Question de solidarité, question aussi de retenir un personnel expérimenté. Il faut qu'il « fasse le pont », qu'il trouve les ressources financières à la fois pour garder ses travailleurs à l'emploi et pour investir dans les technologies qui assureront la rentabilité des

La CDR : les spécialistes du démarrage coopératif !



Programme Campus Coopératives

Soutien pour la mise en opération des activités et la constitution légale
Incluant la réalisation d'un plan d'affaires complet
Fonds de démarrage disponible pour les participants
Période d'inscription en cours !

6879, rue de Marseille, Montréal (Québec) H1N 1M8
Téléphone : (514) 340-6056 Télécopieur : (514) 340-6023
info@cdr.coop www.cdr.coop



RÉSEAU PLACEMENT MÉDIA COMMUNAUTAIRE

- ★ Une agence de publicité communautaire
- ★ Journaux et télévisions communautaires
- ★ Journaux privés et ethniques

(514) 722-0785
Courriel : rpm@bellnet.ca

opérations. Le soutien de l'État est essentiel. Sans cela, peut-être verrons-nous débarquer au Québec la seule autre entreprise de la spécialité en Amérique du Nord. Son siège social est à San Francisco.

OBNL : «à but non lucratif», c'est ça le problème. Si Jean Lechasseur était propriétaire de son entreprise, il pourrait démarcher les banquiers, les investisseurs, et trouver l'argent pour «faire le pont» et investir dans l'équipement et la technologie. Les entreprises d'économie sociale formées en OBNL ou en coopératives n'ont pas les mêmes outils financiers que les entreprises capitalistes. Propriétés collectives, elles ne peuvent sortir du patrimoine commun pour offrir à un investisseur la perspective d'une plus-value alléchante.

Le Mouvement Desjardins a été confronté à ce problème. Pour affronter la concurrence sur les marchés financiers, l'institution multimilliardaire qui fait la fierté des Québécois a dû subir une ré-ingénierie que tous les coopérateurs n'ont pas accepté facilement. Mais les épargnants qui fuyaient reviennent au bercail.

Le Chantier de l'économie sociale est conscient du problème et étudie les amendements à apporter à la loi pour favoriser la capitalisation des entreprises sans but lucratif. Idem pour le mouvement coopératif.

Le moratoire décrété le 13 juin 2003 par le ministre des Finances Yves Séguin sur les avantages fiscaux consentis en vertu du régime d'investissement coopératif (RIC) ne va pas aider les entreprises. Que décidera-t-il pour la suite des choses? C'est l'incertitude. Mauvais pour les affaires.

Qu'en sera-t-il de la «Politique de développement des coopératives» voulue par le précédent gouvernement? Son intitulé était : *Horizon 2005*. Elle a fait l'objet d'une

vaste consultation et beaucoup de propositions sont sur la table pour donner de bons outils financiers aux coopératives. Rappelons pour mémoire qu'il a été question que des entreprises géantes (à l'échelle du Québec) comme la Coopérative fédérée ou Agropur sortent du patrimoine collectif des Québécois pour rejoindre le secteur capitaliste de l'économie. Au risque de tomber dans les mains de multinationales peu sympathiques aux causes sociales. Pour nombre de petits agriculteurs, de collectivités locales, cela pourrait être un désastre.

Jean-Claude Guérard est le président et un des fondateurs de la Coopérative de développement régional Montréal-Laval (CDRML). Depuis 17 ans, ce coopérateur, récipiendaire en 2000 de l'Ordre du mérite coopératif québécois, détient un poste d'observation privilégié sur tout ce qui émerge des collectivités pour s'organiser en entreprises économiques. Le rôle des CDR est de les mettre au monde, petites ou grosses (Entourage Technologie, une coop de travailleurs-actionnaires, emploie un millier de personnes), dans tous les secteurs d'activité, mais toujours avec le souci premier de la rentabilité : il n faut aider les gens à courir après leur ruine.

M. Guérard propose une solution au problème de sous-capitalisation des entreprises d'économie sociale : permettre à des coopératives de travailleurs investisseurs (CTI) de dédier annuellement une partie des capitaux détenus dans des régimes d'épargne retraite et d'investissement coopératif (REERIC) aux entreprises qui les emploient. Cela demande, de la part du gouvernement, des aménagements législatifs et fiscaux, mais constituerait une source de capitaux récurrente pour les entreprises. Il existe cinq types de coopératives au Québec (coopérati-

ve de travail, de producteurs, de solidarité, de consommateurs et de travailleurs-actionnaires), les CTI pourraient en être une sixième. La France a adopté une telle formule.

Le gouvernement annonce qu'il veut retourner sur le marché du travail 25 500 ménages actuellement à l'aide sociale. Où sont ces emplois? En pleine récession, ayant pour seul objectif l'atteinte du mythi-

Le moratoire sur les avantages fiscaux du régime d'investissement coopératif (RIC) ne va pas aider les entreprises.

que «déficit zéro», le premier ministre Lucien Bouchard avait vite compris le parti qu'il pouvait tirer du chantier (avec un petit c) de l'économie sociale. Du point de vue du gouvernement péquiste, cela a été un succès, au moins d'estime.

Le gouvernement libéral a choisi, lui, d'appliquer les freins, de suspendre, par exemple, le Programme de soutien aux regroupements sectoriels en économie sociale, bloquant toute nouvelle initiative.

Le gouvernement de Jean Charest lâcherait-il l'économie sociale? Il ne faudra pas que les entreprises d'économie sociale, les groupes communautaires et les militants lâchent le gouvernement Charest. □

Le vent dans les voiles

Mille et une raisons de célébrer ce grand périple coopératif qui ne fait que commencer!

20^e anniversaire

Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain

Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain

1000, rue Amherst
bureau 201
Montréal, Québec H2L 3K5
Tél.: (514) 843-6929
Télec.: (514) 843-5241
Courriel: info@fechimm.coop



Les garderies dans le noir

Le gouvernement libéral a d'autres priorités que la qualité des services.

PAR MARIE MENDÈS | PHOTO BENOIT AQUIN

ANTONINE, UNE JEUNE MÈRE DANS la trentaine, aménage une garderie dans son 6 1/2 du quartier Villeray, à Montréal. Elle commence par réunir les anciens jouets de ses enfants, maintenant d'âge scolaire, et investit dans une table à langer, des matelas pour le coin dodo et des rehausseurs pour les chaises de la cuisine.

L'ouverture est prévue début septembre 2003, mais déjà en juillet les coups de téléphone la submergent : une nouvelle

gardienne dans le quartier, à 25 \$ la journée, il ne faut pas passer à côté.

Antonine a déjà travaillé dans une garderie privée, elle connaît le fonctionnement, les règles de sécurité et les normes. Elle a établi un emploi du temps. Les enfants arrivent à 7 h, ils ont déjeuné. Ils feront des jeux libres l'avant-midi. Après le dîner (un repas équilibré et varié), ce sera la sieste. Antonine organisera des sorties et des jeux. Les parents viendront chercher les enfants vers 17 h.

Elle a spécialement aménagé une pièce. Il y a des jouets, de la pâte à modeler, des casse-tête. Il n'y a pas de livre ni de tableau pour écrire ou d'autre matériel pédagogique. Elle prévoit des activités auxquelles tous les enfants peuvent participer malgré les différences d'âge.

Antonine fait comme d'autres mères, grands-mères ou anciennes éducatrices accueillant chez elles les enfants du voisinage. La demande est là. Après 30 ans de luttes sociales, les garderies à 5 \$, communautaires ou privées, ne suffisent pas. Il y aurait 4000 garderies au noir au Québec.

Le ministère de la Famille ne supervise pas ces garderies. Elles chargent les prix qu'elles désirent. Les tarifs varient de 15 \$ la journée à 175 \$ par semaine. Elles n'ont pas de normes à respecter, seulement une consigne : ne pas prendre plus de sept enfants. Mais personne ne vient vérifier.

La ministre déléguée à la Famille, Carole Thériault, a du mal avec ce dossier. Elle ne connaît pas l'ampleur du phénomène, et ne cherche pas à en savoir davantage, nous dit-on à son cabinet.

< **Le CPE Bébéjou, à Gatineau (Hull).**
Des parents ontariens ont affirmé au *Maclean's* avoir déménagé au Québec pour bénéficier des places à 5\$.

PHOTO BENOIT AQUIN

On est mieux renseigné au ministère du Revenu du Québec. Les parents se font remettre des reçus par ces garderies non régies, mais tolérées. En 2002, 369 729 contribuables ont pu ainsi demander des crédits d'impôt pour des services de garde non régis, les colonies de vacances, les 1778 places en garderies régies mais non-conventionnées, etc. Le ministère du Revenu ne tient pas de statistiques séparées pour les diverses catégories de services de garde. Les déductions fiscales à ce titre totalisaient 1879 millions \$ en 2002.

En plus, un nombre indéterminé de garderies refusent de remettre des reçus aux parents. Françoise (nom fictif : elle ne veut pas d'ennui avec le fisc) garde des enfants en banlieue de Québec. Elle ne voit pas pourquoi elle paierait des impôts « sur un si petit revenu » (800 \$ par mois). Françoise se voit plutôt comme une voisine qui rend service. Elle n'a pas d'horaire fixe, les parents peuvent laisser leurs enfants dès 6 h du matin et venir les chercher quand ils veulent. Elle est aussi très flexible en ce qui concerne les jours de garde. Les parents ne s'inscrivent pas à la semaine, mais au jour le jour.

Elle ne garde quotidiennement que deux enfants. Ses tarifs sont bien moins élevés que la plupart des garderies au noir. Elle charge 15 \$ par jour par enfant et 25 \$ pour deux.

Ces coûts peu élevés favorisent l'offre de service « au noir ». D'autant plus que ces garderies ou ces gardiennes proposent une flexibilité presque inexistante dans le réseau régi par le ministère de la Famille.

Les CPE sont mis à l'écart

Les scénarios envisagés par le gouvernement libéral ne prévoient pas l'amélioration des services, mais une diminution des contributions de l'État. Québec freine le développement du réseau de garderies communautaires (les centres de la petite enfance, CPE) et coupe 60 millions de dollars dans son financement.

Le gouvernement compte sur les garderies privées conventionnées ou sur l'expansion des services de garde en milieu familial relevant des CPE pour combler des besoins évalués à plus de 34 000 places supplémentaires d'ici 2006.

Vingt pour cent des CPE se retrouveront dans une situation précaire, mais la ministre Carole Thériage prétend que, « si chacun y met du sien, la qualité des services pourra tout de même être maintenue ». Aucune étude ou prévision n'appuie ces prétentions.

Les appréhensions de Judy, éducatrice spécialisée du CPE Idéfixe, dans le quartier Centre-Sud, à Montréal, se concrétisent. Elle craint que « la petite enfance soit délaissée. En vingt ans, la qualité s'était nettement améliorée ».

Au cours de l'année 2002-2003, le bureau des plaintes du ministère de la Famille a reçu 1356 dénonciations. Il a retenu 133 plaintes contre des services de garde en milieu familial (77 318 places), 191 contre des CPE, en installation (64 121 places), et 322 contre des garderies privées (24 829 places). La moitié des plaintes retenues l'ont donc été contre les garderies privées qui comptent 16% des places (voir *Tableau des infractions à la page suivante*).

Après la publication du bilan des infractions à « la Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance », le 3 juillet 2003, le ministre Claude Béchard a voulu se montrer inflexible : « On va prendre tous les moyens nécessaires, parce qu'on ne peut pas laisser quelque marge de manœuvre que ce soit là-dessus. Nos enfants, peu importe où ils se retrouvent, ont droit

aux mêmes programmes, aux mêmes services et à la même sécurité. » Là-dessus, l'Association des garderies privées du Québec a demandé que celles-ci soient à l'avenir assujetties aux mêmes normes que les garderies communautaires. (Voir : *Tableau comparatif, ci-dessous*) Elles en avaient été exemptées, à l'origine, pour laisser aux entreprises le temps de se mettre à niveau. Cela augmentera leurs frais d'opération.

« Tout se joue avant cinq ans »

Depuis les premières études en 1997, un an après la création du réseau des CPE, les chercheurs disent que la fréquentation des centres de la petite enfance (CPE) a eu des effets positifs sur les petits Québécois, leur développement intellectuel, l'apprentissage et le langage. Les enfants fréquentant les CPE sont plus sociables, plus coopératifs, plus indépendants et moins agressifs que les enfants gardés en milieu familial. Dans les milieux défavorisés, les services de garde de qualité ont des effets positifs sur le développement de l'enfant.

Ercilia Palacio-Quintin et Rémy Coderre, professeurs au Département de psychologie de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), avançaient en 1999 qu'« il faut donc établir des normes de qualité et créer des conditions permettant aux garderies de satisfaire ►

TABLEAU COMPARATIF – CPE ET GARDERIES PRIVÉES

	CPE	Garderies privées conventionnées
Subventions	100% du fonctionnement	80% du fonctionnement.
Programme pédagogique	Le ministère de la Famille propose un programme pour favoriser le développement global et harmonieux de l'enfant : « Jouer c'est magique », une version remaniée d'un guide américain ayant fait ses preuves dans les quartiers défavorisés. Dans plusieurs régions du Québec, il a permis l'intégration d'enfants à risque dans des services de garde.	
Conseillères pédagogiques	Oui, dans chaque CPE	Oui, dans certaines garderies
Services sociaux	Utilisent régulièrement les services offerts par les hôpitaux, CLSC, centres de réadaptation, protection jeunesse...	Utilisent rarement ces services
Conseil d'administration	Formé aux 2/3 de parents. Ils participent au développement global du CPE	5 parents Décisionnels sur la pédagogie, consultatifs sur le budget
Éducatrices qualifiées	67% en 2002 Reçoivent en moyenne 11,2 heures de formation par an	42% en 2002 Reçoivent en moyenne 12,9 heures de formation par an
Salaires des éducatrices	Même échelle salariale, en fonction des qualifications et de l'expérience	
Congés payés	49,8 jours/an de congés payés	26,4 jours/an de congés payés
Taux de syndicalisation	285 CPE sur 980 (2 816 salarié-es)	0

EXTRAIT DU TABLEAU DES INFRACTIONS

En 2002-2003, selon le ministère de la Famille
(Infractions retenues à la suite des plaintes émises.)

	CPE	Garderies privées conventionnées
	983 garderies 141 439 places	444 garderies 24 829 places
Sécurité des appareils de jeux extérieurs	121	92
Entreposage de produits d'entretien et de produits toxiques	102	86
Fiches d'inscription (informations manquantes, erronées)	82	69
Comité de parents	0	33
Qualification du personnel	0	74
Clôture de la cour ou du parc absente ou non conforme	33	31

à ces normes. Un tel réseau pourrait constituer une mesure préventive très efficace».

Ce réseau ne couvre pas encore tout le Québec et, à cause des horaires de travail atypiques ou pour la garde à temps partiel, il ne répond pas à tous les besoins des parents

(et des enfants), a rappelé au gouvernement Mme Suzanne Amiot, vice-présidente de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), le 29 août, à Québec. La FTQ a été l'une des rares mais la plus grosse organisation à faire une ouverture au gouvernement pour augmenter le prix des places à 5 \$ dans les garderies. M. René Roy, son secrétaire général, conditionnait cependant une indexation éventuelle à la récupération auprès d'Ottawa des pertes fiscales (225 M \$) encourues par les parents québécois à cause de la création des garderies à 5 \$. La FTQ a catégoriquement rejeté les trois scénarios proposés par le gouvernement dans le but évident de favoriser les garderies privées au détriment des garderies communautaires.

La consultation – très critiquée – menée à la va-vite par les ministres Béchard et

Théberge, du 27 au 29 août, portait sur trois scénarios excluant l'expansion du réseau, sauf pour les garderies privées ou en milieu familial. La qualité des services ne semble pas un problème.

Les intentions gouvernementales ont été mal accueillies. Mme Claudette Carbonneau, présidente de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) a raillé le parti gouvernemental, devant les parlementaires, reprochant aux libéraux nouvellement élus de trahir les promesses faites à la population pendant les élections de maintenir un réseau de qualité, accessible et universel. La CSN représente la totalité des éducatrices syndiquées dans les CPE. Aucune garderie privée n'est syndiquée.

L'amélioration des conditions de travail des éducatrices dans les services de garde a été une grande victoire des garderies communautaires et du mouvement syndical. Cela assure désormais les parents de compter sur un personnel qualifié.

Toutes les éducatrices sont payées selon la même échelle salariale établie par le gouvernement en fonction de leurs qualifications et de leur ancienneté. Les plus

ÉDUCATION PUBLIQUE [edykasjõ pyblik] n.f. (lat. *educatio* et *publicus*). ♦ 1^o Moyens mis en œuvre pour assurer le développement des personnes, la formation de citoyennes et de citoyens responsables ainsi que la qualification professionnelle. ♦ 2^o Réussite scolaire et éducative. Les services complémentaires sont une des marques distinctives de l'éducation publique. ♦ 3^o Orientation, psychologie, éducation spécialisée. ♦ 4^o Personnel enseignant, professionnel, de soutien. ♦ 5^o Établissements publics d'enseignement. Établissements sous gestion publique et démocratique, dont le financement vise la gratuité et l'accessibilité. ♦ 6^o Réseau scolaire public. Ensemble des établissements publics participant à l'effort global en vue de la réussite de toutes et de tous, sans discrimination. ♦ 7^o Enseignement préscolaire, primaire et secondaire, formation professionnelle, éducation des adultes, enseignement collégial et universitaire. ♦ 8^o ANI. Enseignement privé, école marchande, projet sélectif.

www.csq.qc.net



grandes différences dans les conditions de travail se situent dans les avantages sociaux, notamment les congés sociaux et de maladie, qui sont presque nuls dans le privé.

Le ministère ne joue son rôle qu'à moitié

Les CPE sont des entreprises d'économie sociale, nées pour plusieurs du réseau des garderies communautaires ou populaires. Solution, en 1996, au sous-développement et à la qualité inégale des services de garde, les CPE sont mis à mal par le gouvernement libéral qui a une autre priorité : le privé.

Le ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille régit le fonctionnement du réseau des services à la petite enfance. Il octroie les permis et les renouvelle tous les trois ans. Les inspecteurs vérifient la conformité avec la Loi, visitent les établissements six mois après la délivrance du permis et six mois avant le renouvellement. Entre temps, des conseillers visitent au besoin, selon les régions, les différents services de garde. Dans les milieux familiaux, ce sont les directeurs ou des membres du conseil d'administration des CPE qui font

en moyenne quatre visites surprises par an.

Le ministère a autorisé la création de 21 531 places d'ici 2005-2006. En 2004, 3000 nouvelles places devraient être créées dans le réseau des garderies privées; 6500 dans les CPE (en installation); et 4400 en milieu familial. Il reste à autoriser la création de 12 200 nouvelles places d'ici l'échéance de 2005-2006.

D'après la présentation du 13 août 2003 des ministres Béchar et Théberge, ces 12 200 places pourraient être autorisées en milieu familial ou bien dans le privé.

Le gouvernement libéral veut sauver de l'argent avec une nouvelle politique familiale. Investir dans les services de garde en milieu familial coûterait moins cher (77,3 M \$). Les mêmes 12 200 places dans le privé coûteraient 30 millions de plus.

Les grands perdants dans l'exercice sont les CPE. Ils ne vont pas bénéficier de nouvelles places, mais en plus, Mme Théberge entend récupérer les surplus accumulés dans leur fonds de roulement. Ces surplus devaient être utilisés pour améliorer la qualité des services ou des installations et auraient même pu être investis dans la création de nou-

Le gouvernement libéral veut sauver de l'argent avec une nouvelle politique familiale

velles places (ce qui réduirait les dépenses du gouvernement).

Dans les garderies privées, les surplus dégagés sont des bénéfiques. « Ces profits sont nos salaires », rappelle Sylvain Lévesque, président de l'Association des garderies privées du Québec et directeur de la garderie Petit à Petit, à Montréal.

Dans les garderies privées, les parents ont un rôle consultatif sur le budget. Ils ne peuvent utiliser ces « bénéfiques » pour améliorer la qualité des services. C'est l'État qui doit investir. □



*L'estime de soi
Le respect des différences
Le partage*

Les centres de la petite enfance (CPE) dispensent des services de garde de qualité qui permettront à chaque enfant de relever les défis de demain en ayant en main, les outils nécessaires.

Les CPE, c'est aussi près de 25 000 emplois dont 15 000 ont été créés depuis 1997.

Les CPE : une force économique et sociale au service de la famille !

3950, boul. de la Chaudière, bureau 125, Sainte-Foy (Québec) G1X 4M8

Téléphone : (418) 659-4440 Télécopieur : (418) 659-4442

Courriel: info@aqcpe.com Site Internet : www.aqcpe.com



LES INDIENS DES ANDES À L'ASSAUT DU POUVOIR

Des Quechuas et des Aymaras
au Parlement | Les Indiens ont
résisté pendant 500 ans | Face
à l'armée, la non-violence active
du « cocalero » Evo Morales

Dans le prochain numéro : **Les embûches**
La coca, le pétrole | Des régimes corrompus,
des économies ruinées | La Zléa

PAR ANDRÉ SELEANU | Envoyé spécial de Recto Verso

BOLIVIE, CACHILAYA
Des Aymaras dansent durant
la fête de la Sainte-Croix,
qui célèbre la Pachamama
(la Mère Terre), le 3 mai,
à la fin des moissons.

PHOTO ROBERTO CARDIA/AP/DC

DANS LES HAUTES ANDES, EN ÉQUATEUR
et en Bolivie, les indigènes s'adaptent au monde contemporain. Pour leurs représentants, conquérir le pouvoir dans leur pays n'est plus un mirage distant, reflet d'un cruel jeu d'exclusion mené pendant des siècles par les *criollos*, ces descendants privilégiés des colonisateurs espagnols.

Depuis un peu plus d'un an, la CONAIE, une puissante confédération indigène d'Équateur, ainsi que le parti MAS (Movimiento al socialismo), mouvement populaire aux fortes racines indigènes en Bolivie, investissent les lieux du pouvoir. Ils envisagent la victoire par la voie d'élections nationales au cours de la présente décennie.

Pour les stratèges de la CONAIE et du MAS, la route du pouvoir national passe par la conquête du pouvoir local. Ils utilisent aussi comme moyen de pression sur les gouvernements en place des barrages sur les routes nationales (appelés *levantamientos*, soulèvements). Ces actions paralysent l'économie et vont au delà de la stricte légalité. Il s'agit d'une non-violence active, aux confins de l'émeute, qui semble avoir été efficace, autant en Bolivie qu'en Équateur, au cours des années 1990. Peut-on parler d'une guérilla pacifique? «Nous combattons au profit de toute la société», justifie José Jungán, responsable de l'éducation des jeunes à la CONAIE, à Quito.

La tentative de coup d'État du colonel Lucio Gutiérrez, en Équateur, le 20 janvier 2000, motivée par la banqueroute (faillite frauduleuse) de plusieurs grandes banques ainsi que par le choc social de la dollarisation de l'économie, a été aidée par ces barrages de routes et les blocus de marchés publics par la CONAIE. Finalement, l'intervention de l'ambassade américaine a fait échouer la tentative.

Belle hacienda avec Indiens

Dans les pays andins (et toute l'Amérique latine), la corruption des classes supérieures est notoire. La répression des indigènes par les forces de l'ordre aussi. «Je vends une belle hacienda avec chevaux et Indiens attachés au domaine», pouvait-on lire, il y a moins de cinquante ans dans des annonces classées de journaux équatoriens.

Les descendants des grandes civilisations précolombiennes dans les pays andins représentent 45% de la population en Équateur et jusqu'à 80% en Bolivie. L'iden- ►

tité indigène s'est préservée grâce à la langue d'usage – quechua, shuar, achuar, ashanika, aymara, guarani, etc. –, au port du costume traditionnel et au mode de vie dans l'*Altiplano* bolivien ou la *selva* équatorienne. La mémoire de la civilisation inca, un empire centré sur le Pérou, plus grand que l'empire romain, est présente chez les intellectuels; dans les masses, elle perdure dans les coutumes.

Les témoignages archéologiques de la culture Tiahuanaco (fleurissant entre l'an 400 et 1000 de notre ère), à 70 km à l'ouest de La Paz, attestent la grandeur de l'héritage des Aymaras, au sud des hauts plateaux andins. Après la conquête espagnole, les élites indigènes furent dissoutes. À Tiahuanaco, les colosses en pierre de forme humaine furent marqués par les Espagnols à la fois d'une croix et du sceau triangulaire de l'Inquisition, pour neutraliser la force «satanique» des statues... toujours érigées.

Cependant, depuis une quarantaine d'années, des personnalités de l'Église catholique, influencées par la théologie de la libération, ont guidé le renouveau indigène. En Équateur, M^{re} Leonidas Proaño, pendant 34 ans évêque de Riobamba, a aidé à l'alphabétisation des Indiens tout en leur exposant les idées de la théologie de la libération, dans les années 1960 et 1970. Son travail ressemblait à celui du pédagogue brésilien Paolo Freire, créateur de la *pédagogie des opprimés*.

«La vision philosophique qui intègre l'homme à la nature et au cosmos est au centre de la tradition andine», expose Candido Moroni Vidal, médecin des pauvres dans les campagnes rocheuses et arides de la province de Cochabamba, en Bolivie. Le docteur Vidal, d'origine aymara, est un proche conseiller d'Evo Morales dans ce fief régional du MAS. «La force de ces traditions s'est



conservée dans les communautés éloignées du monde andin», continue le D^r Vidal.

Le raz-de-marée indigène a pris sa source dans ces villages des hauts plateaux, touchant d'abord les capitales régionales – Riobamba, Otavalo, en Équateur; Ururo, Cochabamba, en Bolivie. Puis, l'instabilité politique a aidé les indigènes à se frayer un chemin vers les parlements nationaux.

Sentier lumineux

Au Pérou, le terrorisme du *Sendero Luminoso* (Sentier lumineux) et la répression féroce du gouvernement Fujimori, dans les années 1990 (faisant 69 000 morts), ont empêché l'émergence d'un pouvoir indigène péruvien. Cependant, des intellectuels travaillent actuellement, surtout à Cuzco, ancienne capitale des Incas, au renouveau d'une pensée aux racines incas.

En Bolivie, le MAS d'Evo Morales a combiné une rhétorique du changement politique radical, la révolution sociale, avec un discours exaltant la culture indigène. Dans la Maison bleue, sobriquet du siège local du MAS à Cochabamba, Morales, leader charis-

matique au début de sa quarantaine, affirme que «tous les peuples indigènes subissent une forte exploitation, partout. Les salaires qu'on leur paie sont trop bas, injustes.»

En Équateur, les *leaders* de l'avant-garde politique indigène s'appellent Leonidas Iza, Blanca Chancoso, Manuel Masaquiza; en Bolivie, Felipe Quispe, ancien guérillero sorti de prison, surnommé Mallku – le chef, en aymara –, se dispute la légitimité de la cause indigène avec Evo Morales, chef des planteurs de coca.

Morales a frôlé la victoire à l'élection présidentielle de juin 2002. L'intervention publique de l'ambassadeur des États-Unis en Bolivie, Manuel Rocha, contre Morales (les États-Unis ont réaffirmé leur position officielle de «Zéro coca»), ainsi que le strident appui de la super-puissance en faveur du candidat néo-libéral Gonzalo Sanchez de Lozada, un magnat des mines d'or, ont, par un effet de provocation, propulsé Morales vers son imposant score électoral. Le candidat du MAS, presque gagnant, n'a pas pour autant donné suite à son succès en bâtissant une coalition pour prendre le pouvoir. On spéculait beaucoup sur les causes de cette hésitation qui lui vaut encore des détracteurs parmi ses partisans dans la gauche bolivienne.

Le MAS fut en fait créé par des syndicats de *cocaleros*, et son chef, Evo Morales, est aussi le chef des *cocaleros* de Cochabamba et du Chiapare. C'est la singularité du MAS. Le MAS et les *cocaleros* luttent ouvertement contre l'éradication des cultures de coca. «Un important objectif du MAS est aussi la récupération des terres communautaires indigènes usurpées par les intérêts des grands propriétaires terriens», dit Vega Flores, jeune député du MAS issu des mouvements étudiants. Le MAS compte 36 dépu-

Les groupes de ressources techniques en logement communautaire

L'ALTERNATIVE EN DÉVELOPPEMENT

démocratique collectif équitable

Le GRT est la porte d'entrée de l'habitation communautaire

ASSOCIATION DES GROUPES DE RESSOURCES TECHNIQUES DU QUÉBEC
1000 Amherst bureau 101 Montréal H2L 3K5 Téléphone: (514) 849-8547 agrtq@agrtq.qc.ca

www.agrtq.qc.ca

tés au Parlement de Quito en 2002 (sur 160), alors qu'il n'en avait que trois en 1997. L'autre parti indigène bolivien, le Patchakuti, de Felipe Quispe, en compte quatre.

Violence latente

En Bolivie, le bleu-vert aveuglant du lac Titicaca, l'ivresse atmosphérique des hauts de La Paz – la capitale qui s'étagé en terrasses entre 3 300 et 4 000 mètres d'altitude –, l'esprit tutélaire du massif Illimani, culminant à 6 500 mètres, font oublier la violence latente. Cependant, derrière l'apparente bonhomie, on flaire l'instabilité politique. Sur la place carrée du Parlement, sous le soleil étincelant d'un hiver austral (en août), les soldats munis de fusils d'assaut ont le doigt sur la détente. Les hommes, dans des uniformes inspirés d'un vieux modèle prussien, défilent, le jour de la fête nationale. Le président bolivien, Gonzalo Sanchez de Lozada – surnommé Goni –, ancien élève d'Harvard, parle l'espagnol avec un accent américain.

«Le principal souci du président est de renforcer, de consolider les forces armées», dit Pablo Solon, dont la fondation du même nom travaille avec les indigènes. «Le gouvernement se pose la question : quand aura lieu le prochain *levantamiento*? Ici, à La Paz, même la police s'est soulevée contre l'armée.»

En effet, le 11 février 2003, le Groupe spécial de sécurité (GES) de la police se mobilisait contre le gouvernement néo-libéral et l'armée, sur la place du Parlement. Le prétexte de cette émeute était une hausse des impôts, alors que les salaires moyens en Bolivie sont extrêmement bas (environ 80 \$ US par mois). Goni a ordonné la répression de l'émeute policière. Il y a eu 33 morts et 200 blessés. Les émeutiers ont incendié la vice-présidence de la République et le mi-

Août 2002 — Le congrès de Bolivie doit choisir le président : Sanchez de Lozada ou l'Indien Morales.

nistère du Développement durable. Le mot d'ordre était : Goni doit sortir. Dans la jeune relève de la police de La Paz, il y en a qui étudient la sociologie marxiste dans les universités d'État», rapporte le député Vega Flores. «En Bolivie, depuis 60 ans, il y a une forte tradition révolutionnaire. La conscience de l'Empire américain est très présente.»

En équateur, le 13 août 2003, trois ministres du parti Patchakuti, appuyés par la CONAIE, démissionnaient du gouvernement Gutierrez, l'ex-putschiste élu à la présidence équatorienne le 24 novembre 2002. Parmi les démissionnaires, la juriste Nina Paccari était la première femme ministre de nationalité quechua, qui plus est, aux Affaires étrangères. Ce geste «donnera au mouvement une plus grande liberté d'action», analyse Alejandra Almeida, porte-parole d'Accion Ecologica, une ONG de Quito qui lutte contre la destruction de la *selva* (forêt) amazonienne par les multinationales pétrolières (dont la canadienne Encana. Voir : *Recto Verso* n° 300).

La CONAIE a retiré son appui à Gutierrez parce que celui-ci a signé une entente avec le Fonds monétaire international (FMI) en novembre 2002. En échange d'un prêt de 200 M\$ US, l'entente prévoit le retrait de l'État de presque tous les programmes sociaux : denrées subventionnées, médecine so-

ciale, etc. C'est un instrument standard du FMI, qui assujettit les pays pauvres aux conditions d'austérité du consortium bancaire occidental, le Club de Paris.

«Nous croyions au colonel Gutierrez, lorsqu'il fut porté au pouvoir en 2002», expliquait Leonidas Iza, président de la CONAIE, en juillet, peu avant les démissions. Le bureau d'Iza se trouve au modeste siège de l'organisme, au nord de Quito. Les permanents, tous indiens, ont des rapports bon enfant et une abondance d'ordinateurs. Iza n'en révèle pas beaucoup à propos des sources de revenus de la CONAIE, mais il mentionne une ONG scandinave. ▶



PHOTO DAVID MERCADO REUTERS



Corporation de
Développement
Économique
Communautaire
de Trois-Rivières

**Service d'aide à l'emploi
Service aux d'entreprises
Animation du milieu**

763, rue St-Maurice
Trois-Rivières, G9A 3P5

**Téléphone: 819-373-1473
Télécopieur: 819-373-7711**

ecof@tr.cgocable.ca
www.ecof.qc.ca

*Rencontre Internationale
des Entreprises d'Insertion*

Automne 2004

COLLECTIF

**L'insertion en action
Un mouvement
international!**

7105, rue Saint-Hubert, bureau 206
Montréal (Québec) H2S 2N1
(514) 370-4905 www.collectif.qc.ca

ve, l'Aide populaire norvégienne, parmi ses bailleurs de fonds.



«L'entente de principe avec le FMI stipule une hausse du prix des combustibles, de l'essence, de l'électricité et des transports en commun», continue Iza. «Le FMI demande la flexibilité de la main d'œuvre pour les travailleurs de l'État, c'est-à-dire le congédiement d'une grande partie. On demande la privatisation de l'industrie pétrolière, ainsi que de la production et de la distribution d'électricité. Quarante-quatre pour cent de notre revenu national est utilisé pour payer la dette extérieure. La CONAIE demande qu'un pourcentage raisonnable, 15%, soit affecté au paiement de la dette», poursuit-il. Le président critique aussi la Zléa, projet des États-Unis qui empiète sur l'indépendance de l'Équateur. En échange, il propose un rapprochement de l'Équateur avec le Mercosur, c'est-à-dire l'axe Brésil-Uruguay-Argentine.

La CONAIE met l'accent sur la conquête par voie électorale d'autant de villes et de communautés rurales que possible. Le Patchkutik, son bras politique, a fait élire des maires dans vingt-sept municipalités équatoriennes, cinq préfectures et deux

cents communes. Iza menace publiquement Gutierrez de nouveaux *levantamientos*, contre lui cette fois. Mais le colonel, politicien versatile, populiste quand il le faut, s'est allié aux socio-chrétiens d'un magnat de la droite, ancien président équatorien au passé ensanglanté, le sénateur Leon Febres Cordero.

Manuel Masaquiza, le jeune porte-parole, râblé et costaud, de la CONAIE pour les questions internationales, a dirigé des *levantamientos* à Salasacas, dans le Tungurahua. Masaquiza est jovial et direct : «Nous avons fait tomber les gouvernements Mahuad et Bucaram en 2000. Nos outils sont les barrages des routes et des marchés. Nous discutons et en même temps nous sommes dans la rue... Dans les soulèvements, nous parlons avec les soldats qui sont eux-mêmes des indigènes. Ainsi, ils sont moins enclins à tirer. Au lieu de massacres, il peut y avoir un ou deux morts. Parfois, nous avons enlevé aux militaires les armes de manière pacifique. D'autres fois, nous avons lâché des tigreaux sauvages contre l'armée. Soyez rassurés, nous pensons beaucoup aux tactiques et à la stratégie des *levantamientos*», jure Masaquiza. □

Produit en collaboration avec le gouvernement du Canada par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Les opinions exprimées dans cet article ne reflètent pas nécessairement la politique de l'Agence canadienne de développement international, ni celle du gouvernement du Canada.

 Agence canadienne de développement international  Canadian International Development Agency



Carrefour Canadien International
Canadian Crossroads International

**SOLIDARITÉ INTERNATIONALE,
DÉVELOPPEMENT DURABLE, JUSTICE SOCIALE**

Contribuez à notre mission de coopération
entre des organismes québécois et africains. Devenez volontaires
(18 à 30 ans ou 19 ans et plus) ou responsables d'équipe en Afrique.

Projets en Théâtre, VIH-Sida, lutte contre la violence faites aux femmes,
santé mentale, gestion financière et coopérative, micro-crédit, journalisme et radio,
agroforesterie, organisation communautaire, développement local et rural.

www.cciorg.ca/quebec • (514) 528-5363 POSTE 0

Osez

vous serez étonnés!

Offrez-vous Le Devoir du samedi

Actualités Le monde Perspectives Éditorial Idées
Science Éducation Économie Culture Sports

CAHIER SAMEDI CAHIER CULTURE
CAHIER LIVRES CAHIERS SPÉCIAUX L'AGENDA

LE DEVOIR

Un journal indépendant

Abonnements : 514.985.3355 ou 1 800 463.7559

www.ledevoir.com

Les féministes québécoises HEUREUSEMENT LES ÉCRITS RESTENT

Micheline Dumont et Lise Toupin proposent une lecture passionnante de l'histoire du féminisme québécois à partir des textes de ses principales animatrices.

PAR ANNE-MARIE BRUNELLE

On a souvent l'impression que l'histoire du féminisme québécois est bien connue. Il n'en est rien», écrivent Dumont et Toupin. L'ampleur et la diversité des sujets développés dans cette anthologie de 750 pages le démontrent bien. Souvent résumé à deux grandes batailles, le droit de vote et celui du droit à l'avortement, le féminisme a investi tous les sujets, toutes les sphères d'activités, privées comme publiques.

Les qualités de plume et l'intelligence vive des auteurs frappent à prime abord à la lecture de l'anthologie *La pensée féministe au Québec (1900-1985)*. Si certaines de ces femmes sont un peu mieux connues (Marie Gérin-Lajoie, Thérèse Casgrain ou Simonne Monet-Chartrand), la majorité est passée à la trappe de l'Histoire.

Trésors oubliés

Les plus grandes surprises se trouvent dans les textes de la première moitié du 20^e siècle, l'audace du ton, la liberté de pensée sont absolument réjouissantes. Une véritable pamphlétaire, Éva Circé-Côté (1871-1949) est une découverte. Elle publiait la plupart du temps sous le nom d'un homme, Julien Saint-Michel. Toutes les semaines, à la Une du *Labor World/Le monde ouvrier* — encore publié

aujourd'hui par la FTQ — elle vilipende les injustes conditions des femmes, en laissant échapper parfois un « nous, les femmes ». Dans *La grève des épouses* (1919), elle écrit: « Nous sommes lasses de dépenser notre jeunesse, nos forces pour servir ce maître impitoyable, et si d'ici huit jours il ne nous paie pas un salaire d'au moins vingt-cinq dollars par mois, ce qui n'est pas exorbitant, nous nous mettons en grève. Nous mettrons la marmaille chez les sœurs grises et nous flanquons la maison là. »

Il faut lire *L'égoïsme dans les relations sexuelles*, un extrait du livre *Pour contrôler les naissances* de Jacques Poys (pseudonyme de Jacqueline Poisson) paru en 1943. Loin du devoir de procréation, l'auteur revendique le plaisir pour les femmes et avertit les hommes: « Souvenez-vous de cette phrase qu'il n'est permis à aucun mari d'ignorer: Le mari brutal prépare le triomphe de l'amant délicat ».

Superbes et suspects

On lit, ou relit, des textes comme *Réveille-toi, Belle au Bois dormant réveille-toi!* (1965) de Françoise Loranger, des extraits du manifeste du Front de libération des femmes du Québec *Nous nous définissons comme esclaves des esclaves* (1970) ou un éditorial de l'équipe du magazine *La Vie en Rose* *Aimons-nous les hommes?* (1982): « Une fausse ques-



PHOTO ALAIN CHAGNON

La lutte pour gagner le droit à l'avortement libre et gratuit s'est révélée plus longue et plus difficile encore que la lutte en faveur du droit de vote.

tion parce que, posée publiquement à une féministe, il va de soi qu'on attend un *oui* clair et enthousiaste ou un rire rassurant, comme si on nous offrait la chance de nous disculper enfin! Car nous sommes suspectes, il faut le dire.»

Micheline Dumont et Lise Toupin ont accompli un travail colossal. On imagine sans mal les déchirements et les grincements de dents devant les choix à faire, les coupes à opérer. Une fois les 185 textes choisis, le défi restait de structurer le tout. Elles ont réussi, en divisant l'anthologie par périodes « politiques », savamment expliquées, à l'intérieur desquelles les textes, précédés d'une courte et efficace mise en contexte,

sont présentés par thème. On peut donc se promener sans peine, presque au hasard des pages et suivre l'évolution de la pensée féministe, de ses revues, la mise en place de ses regroupements et des débats qui ont secoué ce mouvement, comme le Québec entier.

L'anthologie se termine en 1985, au cœur de la Décennie de la femme déclarée par l'ONU. À l'heure des assauts sur ce féminisme « qui irait trop loin », il faut lire ces femmes. On attend la suite avec impatience. □

Micheline Dumont et Louise Toupin, *La pensée féministe au Québec, anthologie (1900-1985)*, Éditions du Remue-Ménage, 2003

MOTS DE SOCIÉTÉ

MANGER POLITIQUE

La militante écologiste Laure Waridel lance une nouvelle édition revue et augmentée de son livre, *L'EnVert de l'assiette*, publié en 1998. Elle propose, comme guide, le concept des 3N-J : Nu, Non-loin, Naturel et Juste. Des informations pour faire des choix individuels à grande portée collective.

Laure Waridel
L'envers de l'assiette
Éditions Écosociété
ENJEU, 2003
174 pages

LA TÊTE À PAPINEAU

Lux Éditeur a eu la bonne idée de rééditer l'essai « de psychologie historique » qu'Ève (ou Éva) Circé-Côté a publié en 1924. Cette journaliste méconnue aujourd'hui (voir page 41) expose

avec force et conviction l'influence de Louis-Joseph Papineau, et en profite pour dresser un portrait de la société de son temps. « À l'occasion du centenaire de Papineau, nous voulons faire un examen de la conscience nationale », écrit-elle. À lire, pour l'histoire, mais aussi pour savourer la plume de cette femme exceptionnelle.

Ève Circé-Côté
Papineau, son influence sur la pensée canadienne
Lux Éditeur, 2002
268 pages

MONDIALISATION 101

Le professeur de sociologie et directeur du Groupe de recherche sur l'intégration continentale à l'UQAM, Dorval Brunelle explique les origines de la mondialisation (remontant, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale,

à la naissance des institutions internationales et de l'État-providence) et le passage à la globalisation qui transforme fondamentalement le rôle des États et le pouvoir des compagnies nationales et transnationales. Un passage qu'il expose par l'exemple du libre-échange Canada/États-Unis. Il consacre aussi un intéressant chapitre aux mouvements sociaux qui travaillent ensemble à l'échelle internationale dans leurs recherches d'alternatives.

Dorval Brunelle
Dérive globale
Boréal, 2003
224 pages

PLACE AUX CITOYENS

Le « modèle québécois » se distingue par l'intervention de l'État, mais aussi par un réseau solide d'acteurs so-

ciaux et des valeurs et priorités collectives, écrit Yvon Leclerc et Claude Béland.

Quinze ans après la publication du rapport *Deux Québec dans un, La Voie citoyenne* présente un plaidoyer bien articulé et documenté pour une véritable décentralisation, la seule voie possible pour un développement durable et solidaire de l'ensemble de la collectivité québécoise, dans toutes les régions. « Une démarche par laquelle des gens solidaires transforment leur territoire en milieu de vie, là où chacun trouve sa place », écrivent les auteurs.

Sous la direction de Yvon Leclerc et Claude Béland
La voie citoyenne, pour renouveler le modèle québécois
Éditions Plurimédia, 2003
300 pages

Collection
Problèmes sociaux et interventions sociales

Presses de l'Université du Québec

Travailler dans le communautaire
Jean-Pierre Deslauriers
avec la collaboration de
Renaud Paquet
29 \$

Éthique, travail social et action communautaire
Henri Lamoureux
33 \$

(418) 657-4399
www.puq.quebec.ca

La contrepartie dans les mesures envers les personnes sans emploi en Europe et en Amérique du Nord

L'aide au conditionnel
Le comparatif avec les mesures prises en matière de chômage en Europe et en Amérique du Nord

PASCAL DUFOUR
GÉRARD BOISMENU
ALAIN NOËL

L'AIDE AU CONDITIONNEL
COLL. POLITIQUE ET ÉCONOMIE
252 PAGES • 24,95 \$

www.pum.umontreal.ca

DISTRIBUTION FIDES

Les Presses de l'Université de Montréal

PUM

Université de Montréal

20 000 ACTIONS SOLIDAIRES POUR RECTO VERSO

Recto Verso est un magazine indépendant nécessaire à l'heure des monopoles et de l'information-spectacle. Nous avons besoin de l'appui de tous, des syndicats, des associations, des entreprises et de nos lecteurs et lectrices. Depuis mars 2003, la campagne «20 000 actions solidaires pour Recto Verso» a réuni 365 personnes et organisations. Nous avons atteint 10% de notre objectif, avec plus de 20 450 \$. Cette levée de fonds est nécessaire. Elle nous permet d'éponger la dette qui nous étouffe et de continuer à vous informer. N'attendez pas. Votre réponse fera la différence. Pour adhérer à la Société des actionnaires solidaires du magazine Recto Verso, utilisez le coupon en page 5 et consultez notre site Internet. www.rectoverso.info

LE MAGAZINE RECTO VERSO REMERCIE SES NOUVEAUX ACTIONNAIRES SOLIDAIRES

INDIVIDU

Marguerite Barabé
Claude Béland
Michel Bergeron
André Blais
Geneviève Bolduc Duval
Sylvain Bossé
Mireille Brais
Hélène Brazeau
Marie Brion
Josée Brunet
Rose Burelle
Denise Cantin
François Carrier
Stéphane Chabot
Carole Clément
Jean-Marcel Cusson
Rita D'Anjou
Dominique De Smet
Bernard Descôteaux

Mario Dion
Ronald Du Temple
Mélanie Dufour-Poirier
Françoise Dumitrescu
Max Gagnon
Daniel Gaudreault
Pierre Gendron
Jean-Guy Girard
Guy Gosselin
Célyne Grenier
Eric Hains
Odile Hebert
Patricia Higgins
Mélanie Jolin
Fred Jones
Ute Kentner
Gyula Kovacs
Richard Kozlowsky
Jean-Marc La France
Monique Laberge

Nathalie Labonté
Cécile Laliberté
Jean Lapalme
Monique Lapiere
Richard Lapointe
Bruno Larose
Isabelle Laviolette
Johanne Lavoie
Richard Leroux
Madeleine Maheu
Marie-Andrée Mauger
Jean-François Mellon
Valérie Michaud
Jacques Morin
Claude Morisset
Claude Nadon
Claude Parent
Maxime Pedneaud-Jobin
Myrène Perdriol
Elisabeth Plante

Philippe Poissant
Normand Rajotte
Nathalie Rech
Clairette Rheault
Danielle Ripeau
Olivier Rousseau
Eric Schneeberger
Élise Tessier
Luc Thibault
Estelle Turcot
Mireille Turcotte
Brigitte Verdère

ORGANISATION

Les Activités communautaires
B-12
Association de solidarité
et d'entraide communautaire
de la Haute-Gatineau

Association professionnelle
des Inhalothérapeutes
du Québec
Atelier du chômeur
du Bas-Richelieu
Carrefour jeunesse-emploi de
Côte-des-Neiges (CJECND)
Le Centre populaire
de Roberval
Corporation de développement
communautaire
du Bas-Richelieu
Les Formations Antidote
Monde
Front Commun des assistés
sociaux du Québec
Les Gens oubliés de
Notre-Dame d'Hébertville
Groupe d'économie solidaire
du Québec

RISQ - Réseau d'investissement social du Québec
R.E.S.O. Regroupement pour
la relance économique
et sociale du Sud-Ouest
SFPQ - Syndicat de la fonction
publique - Rivière-du-Loup
SFPQ - Syndicat de la fonction
publique section 305 -
Saint-Hyacinthe
Société de développement
Angus
Syndicat des salariés
de la Caisse d'économie des
travailleuses et travailleurs
du Québec



JOURNÉES QUÉBÉCOISES
DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

du 6 au 16
novembre 2003

**Choisissons
notre monde !**

L'EAU POUR TOUS
TOUS POUR L'EAU



Illustration : Harry Lapointe

www.aqoci.qc.ca

(514) 871-1086

organisées par

AQOCI

avec l'appui de
Relations
internationales
Québec 



 ACME
Coalition Eau Secours!